

La patrie

Bouchard-Taylor

Wajsman: What we're for pp. 1 and 8
 Laprès: La mémoire rétrécie pp. 1 and 3
 Sevigny: Reasonable accommodations p.5
 Simard: La politique de la peur p.10

Global village

Security, trade and governance
 The Hon. David Kilgour, Canada's former Secretary of State for Asia-Pacific and for Central & Eastern Europe and the Middle East, on why it's time to re-think Canada's multiple and over-lapping international roles p. 12

Society

Pour qui sont nos écoles?

Si l'école n'est plus lieu d'exigence, il est probable que l'échec qui vient ce soit celui de l'éducation avant d'être celui des étudiants. Guillaume Durou sur les problèmes de notre secteur éducatif p. 18

Arts & style

Stage ghosts

CJAD's Sharman Yarnell digs deep into our city's past to reveal the venues and the celebrities that were the hallmarks of Montreal's once-vibrant English-language theatre scene p. 21

Ensemble et libres Together and free

THE MÉTROPOLITAIN

29 MAI 2008 • VOL. I, N° 3

THE BILINGUAL JOURNAL OF REFLECTION, OPINION AND THE ARTS • LE JOURNAL BILINGUE DE RÉFLEXION, OPINIONS ET ARTS

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA



Original artwork by The Métropolitain's Melissa Wheeler after a photograph of Senator Kennedy taken by Steve Shapiro in 1965.

Remembering Bobby

40th anniversary of Senator Kennedy's brutal assassination

He was not a great speaker and he occasionally stammered in public, yet he moved millions with his words. His record as Attorney General of the United States during the Kennedy Administration was considered mixed, yet he is remembered for his courage and his integrity. As Senator from the state of New York, he had few achievements, yet he towered over his colleagues as a beacon of hope and the keeper of JFK's flame of idealism. As we approach the fortieth

JOHN PARISELLA

Leadership at a crossroads



commemoration of his assassination in the midst of a quest for the Presidency of the United States, Robert



BERYL WAJSMAN

Editor & Publisher

wajsman@themetropolitain.ca

Bouchard-Taylor

What we're for

The Bouchard-Taylor Commission's recommendations stated many things very well. They echoed much that was obvious and most of the conclusions exhibited a great deal of common sense. But even coming in some twenty per cent below budget, a commendable achievement for a government mandate, common sense was the least we should have expected.

What was sadly missing was what might have been—a clear statement of what we are for as a society. For amidst all the polite suggestions and painstaking political correctness, we are left with the gnawing impression that once again we define ourselves by what we are against rather than what we are about.

The commissioners were right

Continued on page 8



DANIEL LAPRÈS

l'Intempestif

lapres@themetropolitain.ca

Le crucifix au Parlement

La mémoire rétrécie

Le jour même où, le 22 mai, le rapport de la commission Bouchard-Taylor était rendu public, le premier ministre Jean Charest s'empressait de déposer à l'Assemblée nationale la motion suivante :

« L'Assemblée nationale réitère sa volonté de promouvoir la langue, l'histoire, la culture et les valeurs de la nation québécoise, favorise l'intégration de chacun à notre nation dans un esprit d'ouverture et de reciprocité, et témoigne de son attachement à notre patrimoine religieux et historique représenté par le crucifix de notre Salon bleu et nos armoiries ornant nos institutions. » Le premier ministre réagissait ainsi à la recommandation du rapport Bouchard-Taylor voulant que « *le crucifix au-dessus du siège du*

président de l'Assemblée nationale soit retiré. »

Ainsi donc, le chef du parti libéral du Québec rejette du revers de la main cette recommandation visant à consacrer la laïcité de l'État du Québec, sous prétexte que les Québécois devraient être attachés à ce symbole du catholicisme, comme s'il avait toujours été accroché au-dessus du trône du président de l'Assemblée, et comme si l'Église catholique devait absolument être reconnue de toute éternité comme étant étroitement associée à nos institutions politiques et publiques. Le problème, c'est qu'il n'y a rien de vrai là-dedans. Et il est choquant de voir le premier ministre perpétuer un mensonge historique qui rétrécit considérablement notre mémoire collective.

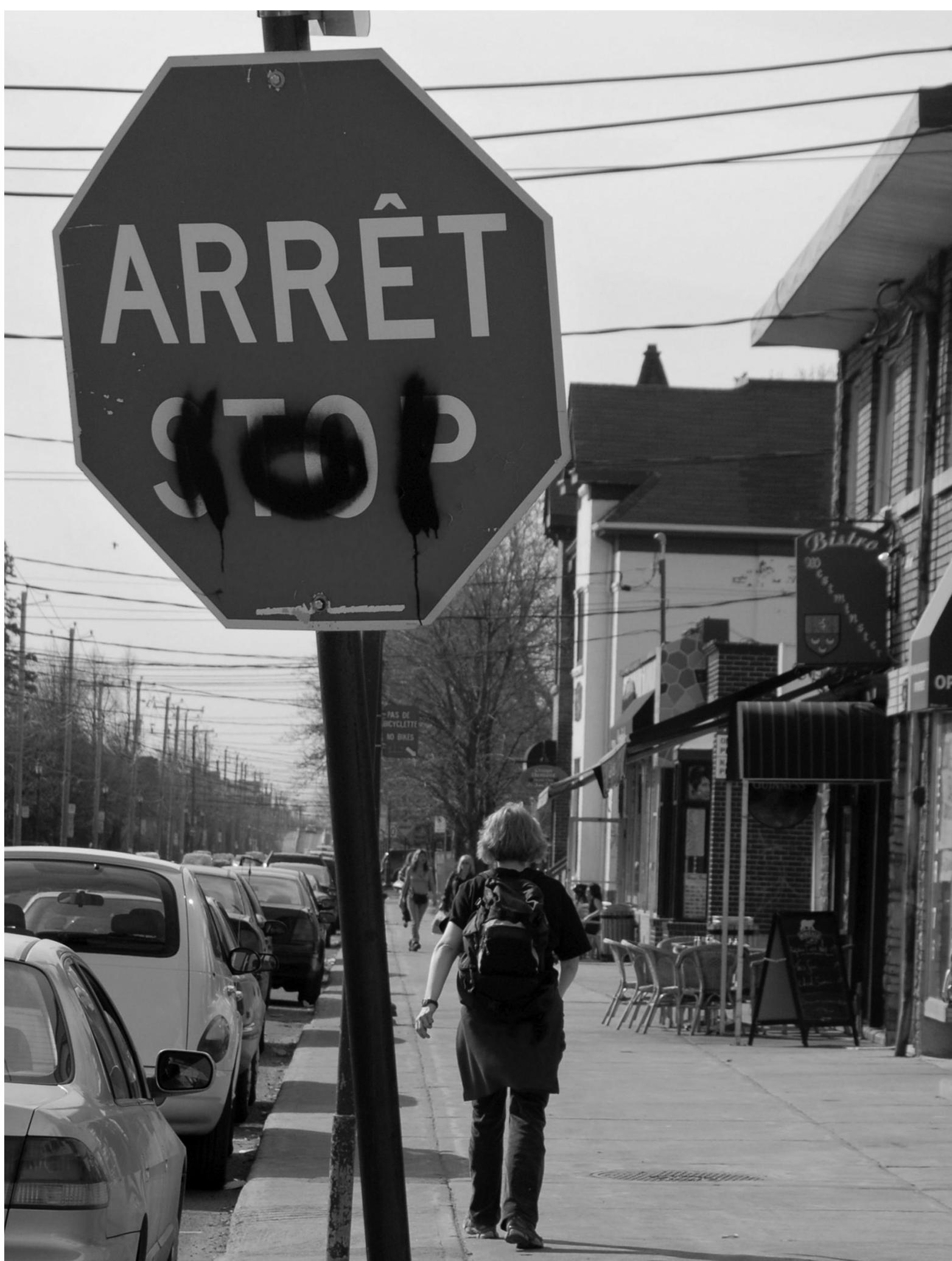
Continued on page 12

Suite en page 3

The thousand words ▪ Les mille mots

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

PHOTO BY ROBERT J. GALBRAITH



The Thousand Words is made possible through the generous support of:

Maison Joseph Battat

the
metrontario
group

THE MÉTROPOLITAIN

Ensemble et Libres ~ Together and Free

Édifice Hermès, Tour A, Suite 355, 1470 rue Peel,
Montréal, QC, Canada, H3A 1T1

Tel: 514-759-8541
Fax: 514-759-8544
e-mail: info@themetropolitain.ca

Rédacteur en chef et Éditeur
Beryl P. Wajsmann

Managing Editor and Deputy Publisher
Anthony Philbin

Rédacteur-adjoint principal
Daniel Laprès

Contributing Editor
Brigitte B. Garceau

Coordonnateur, Affaires internationales
Leonard Dykler (Paris)

Copy Editor
Ray Doucet

Photojournaliste
Robert J. Galbraith

Editorial Artwork
Ray Piperberg, Melissa K. Wheeler

Ventes et Marketing
Geneviève Maclean

IT Director
Valeri Prudnikov

Webmestre
François Charbonneau

Editorial staff

Alidor Aucoin, Daniel K. Bartlett, Dan Delmar, Vincent Geloso, Louise V. Labrecque, Pierre K. Malouf, Jessica Murphy, Isaac J. Olson, Peter Sauvé, P.A. Sevigny, David Simard, Sharman Yarnell

Editorial contributors

Rouba Al-Fattal, Alain-Michel Ayache, Germain Belzile, Jean-Charles Chebat, Duff Conacher, Esther Delisle, Robert Elman, Patrick C. Gagnon, Julius Grey, Rudyard Griffiths, Nancy Hinton, Barbara Kay, David Kilgour, Rémi Landry, Marc Lebusi, Lewis W. Mackenzie, Timothy Mak, Annette Paquot, John Parisella, Andrei Piontovsky, Daniel Romano, David Solway, Francis Tourigny, Albert A. Zbily

Strategic Counsel
Charles S. Coffey

Design and Production
 www.philbin.ca

Letters and Submissions

The Métropolitain encourages letters and submissions from our readers in both official languages. SVP envoyez vos textes à:

submissions@themetropolitain.ca

Disclaimer

All materials accepted for publication may be subject to editing. *The Métropolitain* aims to meet the need for original and unconventional thought and opinion on local, national and international affairs. The opinions and views expressed by the contributors to *The Métropolitain* are strictly their own and do not necessarily represent those of the ownership, its advisors, members or editors. *The Métropolitain* does not accept responsibility for the views expressed in any letter, article or comment that appears in these pages. It does accept responsibility for giving these submissions the chance to appear. No reproduction is permitted without prior written permission from the Publisher or Deputy Publisher. Any and all reproductions must clearly credit the specific issue, article and author as they originally appeared in *The Métropolitain*.

DANIEL LAPRÈS

LA MÉMOIRE RÉTRÉCIE—SUITE DE LA PAGE 1

Bien des gens pensent, comme ils se le sont fait constamment répéter, que le crucifix fait partie du décor de l'Assemblée nationale depuis les débuts du parlementarisme québécois. La vérité est tout autre. Regardez la photo qui accompagne cet article. On y voit, en 1887, le libéral Félix-Gabriel Marchand (qui deviendra dix ans plus tard premier ministre du Québec) assis sur le trône de la présidence de l'Assemblée. La structure de bois derrière lui est d'ailleurs exactement la même que l'on peut aujourd'hui encore admirer dans l'enceinte de l'Assemblée. Et au-dessus de Marchand, on ne voit aucun crucifix. Ainsi, le Parlement provincial était à l'époque dénué de tout symbole religieux, et il était donc neutre sur ce plan.

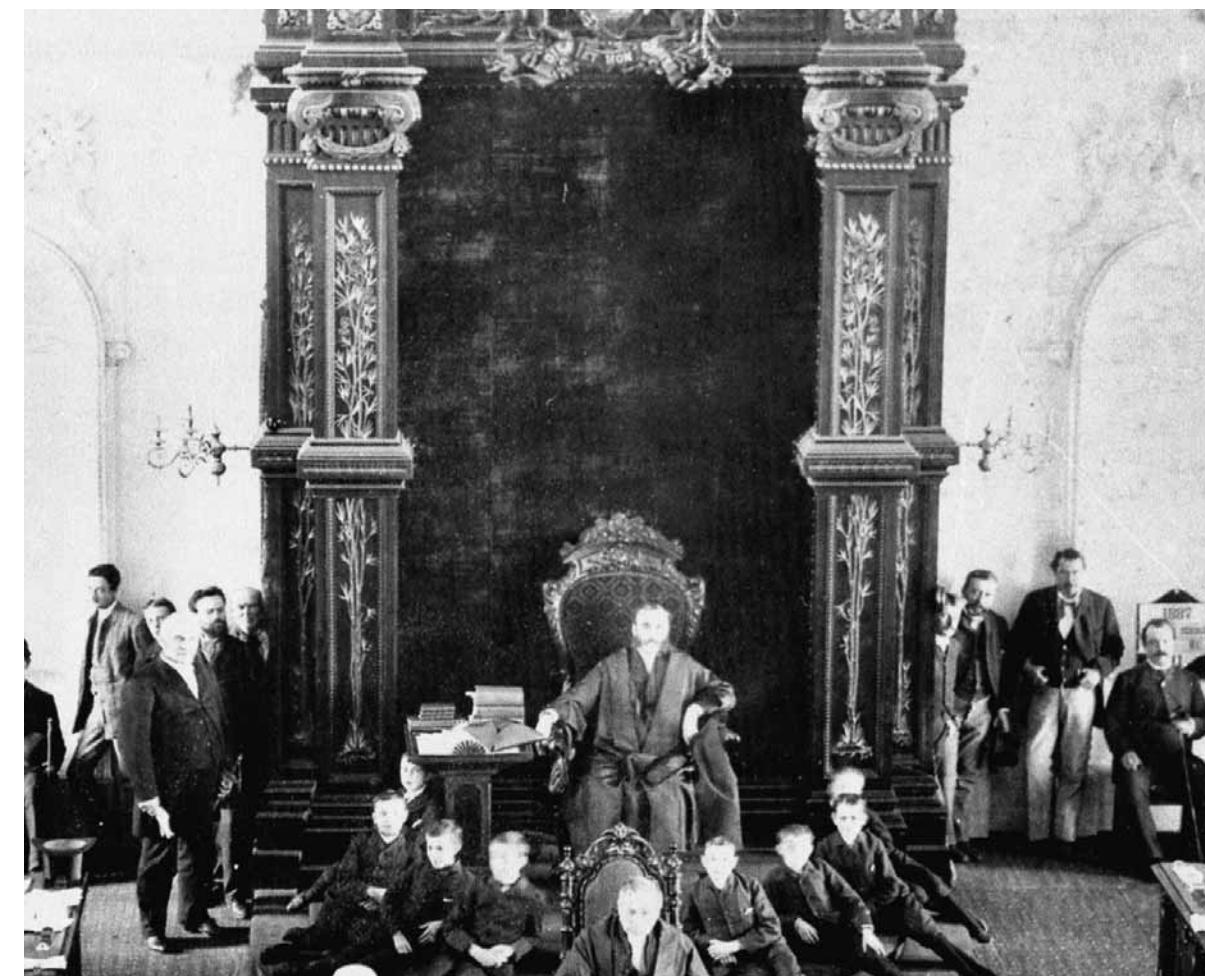
C'est le très réactionnaire Maurice Duplessis qui, au lendemain de sa première prise du pouvoir en 1936, avait fait installer le crucifix au-dessus du trône de la présidence de l'Assemblée. Peu après, à l'occasion du Congrès eucharistique mondial qui eut lieu à Québec en juin 1938, Duplessis poussa encore plus loin l'alliance entre l'Église catholique et l'État québécois, lors d'une cérémonie officielle à grand déploiement dans laquelle le deuxième acteur principal était le cardinal Rodrigue Villeneuve, archevêque de Québec et primat de l'Église canadienne. Dans sa très éclairante biographie du libéral-penseur et farouche opposant à Duplessis, T.-D. Bouchard, Frank Guttman raconte la scène :

« Dans un geste dramatique, [Duplessis] offrit un magnifique anneau au cardinal Villeneuve, doté d'une améthyste de couleur pourpre (la couleur du cardinalat), entourée de diamants et gravée des armoiries du cardinal, de l'emblème de l'Assemblée législative et de l'inscription « *En hommage respectueux* ». Après un discours flagorneur, le premier ministre sortit l'anneau de sa poche. Le cardinal Villeneuve invita Duplessis à monter les marches de son trône et à glisser lui-même l'anneau à son doigt. Tandis qu'il avançait, Duplessis proclama : « *Je vous prie de voir là le sentiment de ma filiale affection. Credo.* »

S'approchant toujours du trône cardinalice, il ajouta, la voix empreinte de ferveur religieuse : « *Je crois en Dieu et en la religion catholique !* ». Le cardinal prit le premier ministre par un bras et répondit : « *Je reconnaiss dans cette bague le symbole de l'union des autorités religieuses et de l'autorité civile.* »

Est-ce que c'est assez clair ? L'installation du crucifix à l'Assemblée nationale, de même que la remise par Duplessis d'un anneau au cardinal Villeneuve, constituaient deux moments d'une même mascarade de mariage religieux qui scellait l'alliance entre l'Église et l'État, mascarade que le premier ministre Charest ne fait aujourd'hui que perpétuer, profitant de l'ignorance béate et auto-satisfait de bon nombre de commentateurs bien-pensants qui se complaisent à bourrer le crâne du public avec des faussetés historiques.

Cette attitude de Jean Charest est en plus carrément indigne des précurseurs du parti libéral du Québec, dont on dirait bien que les militants ont oublié les luttes pour nos libertés fondamentales, libertés qui ont toutes été conquises contre la domination de l'Église catholique sur notre société. Par exemple, Félix-Gabriel Marchand avait dû, une fois devenu premier ministre (1897-1900), lutter contre les manœuvres sournoises de l'archevêque de Montréal, Paul Bruchési, tandis qu'il tentait de créer un ministère de l'Éducation. Ce n'est qu'après avoir surmonté soixante autres années d'opposition systématique du clergé que le Québec put y parvenir. Juste avant Marchand, c'était les Rouges, et aussi les membres de l'*Institut canadien de Montréal*, qui avaient dû, en payant le haut prix dont même l'exil pour certains, lutter contre la prétention de l'Église à régir la vie des familles et de la société, et aussi contre la censure cléricale qui étouffait la vie culturelle et intellectuelle au Québec.



Source : BANQ, P1000, S4, D4, P9, photo A. R. Roy. Tiré de : L'Hôtel du Parlement : Mémoire du Québec, Saint-Lambert, éditions Stromboli, 2007, p. 159.

L'attitude de Jean Charest est carrément indigne des précurseurs du parti libéral du Québec, dont on dirait bien que les militants ont oublié les luttes pour nos libertés fondamentales, libertés qui ont toutes été conquises contre la domination de l'Église catholique sur notre société.

Langlois, fondateur de la *Ligue de l'enseignement* au début du 20^e siècle, pour répandre les lumières de l'éducation chez nous.

Des exemples de combattants libéraux comme ceux-là, nous en avons plein d'autres dans notre histoire. Tous, ils ont lutté pour la laïcité de l'État, ce socle essentiel à nos libertés fondamentales, dont

celle de croire à ce qu'on veut ou de ne pas croire. Le reniement du premier ministre Charest indique surtout une chose : que le combat pour la liberté de conscience et contre la soumission de l'État à la superstition religieuse doit continuer.

Pour y arriver, il est grand temps que de vrais esprits libéraux se lèvent au Québec, pour rappeler, particulièr-

ment aux actuels dirigeants du parti libéral du Québec, que la laïcité de l'État, cette garantie vitale de la liberté de conscience, est une dimension incontournable du libéralisme politique. ♀

¹ Frank M. Guttman, *The Devil of Saint-Hyacinthe*, New York, i-Universe Books, 2007, p. 239-40. (Traduit par moi).

...si le Gouvernement nous protège de tout,
qui donc nous protège du gouvernement ?

...if the Government protects us from everything
else, then who protects us from the government?

Citoyens Anti Gouvernement Envahissant

CAGE
Citizens Against Government Encroachment
www.cagecanada.ca

Kheiriddin et Collacott

Martin Collacott est un chercheur associé à l'Institut Fraser et ancien ambassadeur du Canada en Asie et au Moyen-Orient. Tasha Kheiriddin est directrice pour le Québec et la Francophonie de l'Institut Fraser. Ces questions et d'autres enjeux liés à l'immigration seront examinés par des experts canadiens et internationaux à l'occasion d'une conférence de l'Institut Fraser qui aura lieu les 4 et 5 juin à Montréal. On trouvera de plus amples renseignements au www.institutfraser.org.

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

Bouchard-Taylor : Une lourde tâche

Si une bon nombre des recommandations de la Commission Bouchard-Taylor visent à faciliter l'intégration, elles semblent uniquement imputer à la société d'accueillir la responsabilité de cette lourde tâche. Au lieu d'offrir des solutions innovatrices qui engagent tous les citoyens, le rapport mise presque exclusivement sur les Québécois francophones pour assurer la réussite du processus et ce, d'une façon coûteuse, bureaucratique et inefficace.

Le rapport souligne légitimement que « les minorités [...] sont fragiles et inquiètes face à l'avenir... » Il peut en effet être déchirant de quitter son pays, surtout pour s'établir dans un pays de culture et de traditions très différentes. Ainsi, chaque société

d'accueil doit faire tout en son pouvoir pour aider les immigrants à s'adapter à leur nouvelle patrie.

Mais, à la lumière des réalités actuelles, les recommandations de la Commission sont presque risibles. Elle souhaite que le gouvernement dépense des fonds publics afin de créer des tribunes ethniques dans les médias, qu'il soutienne les activités d'organismes vouées à promouvoir la tolérance, et crée un « Office d'harmonisation interculturelle » ainsi qu'un portail interactif. On n'a donc qu'une réponse : vive la bureaucratie!

Ces propos simplistes sous-estiment notamment les préoccupations de la majorité en laissant entendre que le mécontentement des Québécois face aux demandes des

minorités religieuses s'explique simplement par une information partielle et par de fausses perceptions. Sur la question des accommodements culturels, par exemple, un sondage Environics réalisé l'an dernier mettait en évidence un écart significatif entre l'attitude des citoyens nés au pays et celle des musulmans canadiens. C'est ainsi que 49 pour cent de la population générale estimait que les nouveaux immigrants doivent s'intégrer à l'ensemble du pays, contre 15 pour cent des musulmans interrogés.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que les Québécois doivent imposer arbitrairement leur point de vue sans tenir compte des demandes des minorités. Mais il serait tout aussi

imprudent de faire l'impasse les différences d'attitude face à l'intégration et d'espérer atténuer les problèmes qui s'ensuivent en apprenant simplement à mieux se connaître. Quand il s'agit de différences de nature fondamentale, d'autres solutions permettraient de promouvoir plus efficacement l'harmonie entre cultures variées.

C'est ainsi qu'au lieu d'offrir plus d'informations aux Québécois sur les immigrants, les gouvernements canadien et québécois gagneraient à mieux informer les immigrants potentiels des valeurs et pratiques du pays qui les attend. Cette approche a déjà été adoptée ailleurs, aux Pays-Bas par exemple, où l'on montre des films illustrant les valeurs de la société néerlandaise aux immigrants potentiels avant qu'ils fassent une demande de citoyenneté. Des films qui transmettent un message clair : mieux vaut ne pas devenir citoyen des Pays-Bas si vous n'appréciez pas nos valeurs. Le Canada gagnerait même à aller plus loin en donnant l'heure juste sur la réalité du pays avant de délivrer des visas à ceux qui songent à s'établir ici.

Malheureusement, la politique de multiculturalisme lancée par le gouvernement fédéral dans les années 1970 a fait croire à beaucoup de nouveaux arrivants que le Canada accepte toutes les traditions,

croyances et pratiques de leurs pays d'origine. C'est ainsi qu'à Vancouver, un chauffeur de taxi a récemment refusé pour raisons religieuses de faire monter un aveugle accompagné de son chien-guide. Et lorsqu'un tribunal des droits de la personne a établi qu'il avait agi de façon discriminatoire, le chauffeur a rétorqué qu'il était lui-même victime de discrimination puisqu'un juge de la citoyenneté lui avait affirmé 15 ans plus tôt qu'il pouvait librement pratiquer sa religion et ses coutumes au Canada.

Au lieu de destiner essentiellement ses recommandations aux Québécois francophones en les invitant à améliorer leur attitude et à mieux accepter les nouveaux arrivants tels qu'ils sont, la commission Bouchard-Taylor aurait mieux fait de comprendre que le phénomène de l'immigration est à double sens.

Si les nouveaux immigrants veulent s'engager sur la voie d'une intégration réussie, ils doivent connaître les règles de la circulation avant de mettre leur voiture en marche.

Plutôt que de nier les valeurs et traditions sur lesquelles repose la société québécoise, les gouvernements devraient les promouvoir de façon dynamique et positive afin qu'elles soient clairement comprises aussi bien des Québécois que des nouveaux arrivants. ♫

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que les Québécois doivent imposer arbitrairement leur point de vue sans tenir compte des demandes des minorités. Mais il serait tout aussi imprudent de faire l'impasse les différences d'attitude face à l'intégration et d'espérer atténuer les problèmes qui s'ensuivent en apprenant simplement à mieux se connaître.

Conférence

la politique d'immigration canadienne



Réévaluation de l'impact économique, démographique et social au Canada



4 et 5 juin 2008

Avec les conférenciers experts:

Hôtel Omni Mont-Royal
Montréal, QC, Canada

* La traduction simultanée sera disponible en français et en anglais

L'honorable Diane Finley, c.p., députée

Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Gouvernement du Canada

Catherine Morissette, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'immigration et de communautés culturelles, Action démocratique du Québec

Martin Lemay, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'immigration, de communautés culturelles et de citoyenneté, Parti Québécois

Steven Camarota, directeur de la recherche, Center for Immigration Studies

Sir Andrew Green, président, Migrationwatch UK

William B.P. Robson, président et chef de la direction, C.D. Howe Institute

INSTITUT
FRASER

Pour de plus amples renseignements et pour s'inscrire à la conférence, svp consultez le :
events@fraserinstitute.org ou 1-800-665-3558 poste 526

www.fraserinstitute.org/immigration



P.A. Sevigny



Dan Delmar

Reasonable accommodations

At street level common sense trumps expensive commissions



Reasonable accomodation #1:

Elius Bellevue

After 35 years in this country, Elius Bellevue is a musician. Bellevue believes the Bouchard-Taylor report may have something to say about racism in Québec but it won't do much for those who have to live with it every day.

"The government should choose its immigrants more carefully," he said. "They should consider trades and other qualifications instead of making promises they can't keep for those who want to build a new life here."

His companion, Virginie François, comes from Africa's Ivory Coast. With a degree in criminology and previous experience as a social worker, she thought she wouldn't have a problem finding work once she came to Canada as a landed immigrant. Three years later, the university graduate has a full-time job working as a waitress in one of the city's Dunkin' Donuts.

"This is a beautiful country," she said, "but Canada's immigration people should not make promises they can't keep."



Accommodement raisonnable #2:

Jacques Brien

Ce fut une scène typiquement Montréalaise de voir les amis et les voisins parler des actualités de leur ville et de leur province pendant qu'ils sirotaient chacun leur petite bière avant le souper.

"C'est évident qu'une société libérale a le besoin de protéger ses minorités," dit Jacques Brien, un cadre dans une étude légale hors d'Outremont. « Ce n'est pas plus ou moins que le devoir d'une société libérale et démocratique telle que la nôtre. »

Mais Brien croit aussi que le gouvernement devrait considérer le modèle de la troisième République française quand elle a adopté l'acte de Laïcité de 1904.

« La religion ne doit pas être imposée sur le monde dans un lieu public, » dit-il.

« On y trouve une grande différence entre les lieux privés et les lieux publics et la religion doit être toujours considérée comme une question de choix personnel et non pas l'objet de la politique d'un gouvernement. »



Reasonable accomodation #3:

Fouad El-Fakri

At 31, Fouad El-Fakri already owns and operates two of Montreal's quality food stores. A bottle of olive oil in his La Folie en Vrac might cost you more than it would in the supermarket, but he sells quality because that's what people want and that's what people are ready to pay for.

"People have to work," said the young entrepreneur. "It's good to have this debate [about reasonable accommodations] but it's better for people to have work."

When El-Fakri's parents emigrated to Canada, they settled in Chicoutimi when El-Fakri was a teenager.

"I learned the language, I learned the culture and I never once had a problem with anybody," said El-Fakri. "I can't say we don't have problems with new Canadians but I do know people have to get work. That's how they pay their bills and that's how they pay their taxes because in the end, that's what it's all about. We're all working for the government."

Bureaucracy gone mad or a simple mix-up...

A new brown entry for the Yellow Door?

A well-known artistic space in the McGill Ghetto is a bit less recognizable after undergoing some minor renovations: The Yellow Door's yellow door is no more.

Actually, the worn-out piece of pine is resting against a wall in the kitchen of the Aylmer St. building. Director Pietro Bozzo said the organization has been renovating their home for the last year and among the changes was the replacement of the trademark door, which has welcomed guests since 1965.

The group applied for renovation permits with the Plateau-Mont-Royal borough and, Bozzo said, he was told by inspectors that a bright yellow door would not conform with architectural standards in city bylaws.

Michel Tanguay, the borough's communications officer, was surprised after hearing of the controversy and said no such bylaws exist: The Yellow Door can, legally, have a yellow door, he said. There are regulations concerning the style of doors that can be used,

but the Yellow Door followed those rules to the tee.

As of press time, the door's colour is still a rich, mahogany brown. Bozzo said he went along with the supposed colour restrictions because he didn't want to start a fuss.

"I understood where they were coming from. We didn't feel any severe pressure from anybody and I'm too busy with bricks and mortar to worry about the door," Bozzo said. "It's not about the name or the door, but the people and work that happens inside."

The organization is roughly a century old and is, technically, known as the YMCA of McGill. On top of welcoming poets and folk artists in the building's coffee-house, the Yellow Door also offers programs for seniors, a food pantry and collective kitchen for students and also lends space to various other community groups.

Bozzo is now taking creative suggestions on what to do with the old yellow door. ♦

Performers who count themselves among the Yellow Door's Alumni:

Joni Mitchell
Margaret Atwood
Gordon Lightfoot

Bruce Cockburn
Rufus Wainwright
Kate & Anna McGarrigle
Jesse Winchester

Stan Rogers
Ray Bonneville
Stephen Barry

"You will find *true*
SUCCESS in those *efforts*
that captivate your
heart and soul.
PASSION
and *passion rarely fails.*"

 CANDEREL
2000 Peel, Suite 900
Montréal, QC H3A 2W5
(514) 842-8636
www.canderel.com



PIERRE K. MALOUF

«Brasse-camarade»

malouf@themetropolitain.ca

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

SUS AU BILINGUISME !!!

Sauvons notre langue !

Le français est menacé. Surtout à Montréal. Des ministères communiquent en anglais avec des entreprises ; l'État offre des cours d'anglais gratuits aux immigrants ; des commis de dépanneurs sont incapables de servir leur clientèle dans la langue de Molière ; des provocateurs publient des feuilles de chou bilingues financées en sous-main par des forces occultes ; des étudiants du Sri Lanka parlent tamoul entre eux et fréquentent des Collèges anglophones ; de plus en plus des nôtres veulent apprendre l'anglais, qui heureusement est très mal enseigné dans nos écoles. La situation est dramatique à tous égards, mais le principal danger, c'est le bilinguisme. Pas le nôtre ! Celui des Anglais !

Pierre Bourgault, intellectuel dévoué à la cause de la Nation, penseur crédible s'il en est, avait déclaré un jour, je l'ai entendu de mes propres oreilles, que William Johnson est francophone ! Non, je n'essaie pas de vous faire accroire que le français est la langue maternelle de William Johnson, qui est francophone, assure Bourgault, du simple fait qu'il parle français. Il le parle d'ailleurs fort bien. Je vous jure, je n'ai pas eu la berlue, Bourgault l'a dit ! Marie-France

Bazzo confirmera : c'est elle qui a fait repasser cette entrevue avec Bourgault il y a quatre ou cinq ans à son émission. William Johnson, francophone !? Je trouve ça extrêmement inquiétant. Car cela signifie, soyons logiques, que les Québécois francophones qui ont l'anglais comme langue seconde... sont anglophones ! Ça marche dans les deux sens ! Si Johnson est francophone, Parizeau est anglophone ! Sauve-qui-peut !

Vous direz que je m'alarme pour pas grand chose, car au Québec la proportion d'Anglais qui parlent le français est plus élevée que la proportion de Français qui parlent l'anglais. Réveillez-vous, ça n'a rien à voir avec les proportions ! Vos statistiques ne seraient rassurantes que s'il y avait au Québec plus d'Anglais que de Français. Mais hélas ! Les Québécois dont le français est la langue maternelle sont six à sept fois plus nombreux que les Québécois de langue maternelle anglaise, ce qui veut dire qu'en chiffres absolus les seuls qui comptent vraiment ! Il y a plus de Français anglophones que d'Anglais francophones. Nous sommes perdus !

L'inéluctable conclusion de ce terrible constat, voyons la réalité en face, c'est qu'il y a d'ores et déjà, au

Québec, à l'heure où je vous parle, plus d'anglophones que de francophones ! Les femmes et les enfants d'abord ! Je ne vois qu'une seule solution : qu'aucun francophone n'apprenne plus l'anglais, que ceux qui le parlent déjà cessent de le parler. Non ! ... qu'ils le désapprennent ! Il faut lancer une campagne de débilinguisation !

Quelqu'un dans la clique des insouciants me glisse traîtreusement à l'oreille que la situation est loin d'être aussi tragique que je le prétends, et que la solution se trouve plutôt du côté des allophones, à qui il suffit d'imposer le français de la pouponnière jusqu'au CHSLD. Je réponds que les allophones ne sont pas assez nombreux pour nous

sauver de l'extinction, et que même si tous parlaient français, une forte proportion d'entre eux parlent aussi l'anglais, ce qui fait d'eux des allophones-francophones-anglophones, donc des anglophones. Il faudrait non seulement leur imposer le français, mais surtout leur interdire l'anglais, ce que vous refusez d'envoyer, bande de mollassons !

Si seulement il avait un peu réfléchi, Bourgault, avant de qualifier William Johnson de francophone ! Toute vérité n'est pas bonne à dire, sapristi ! C'est bien beau d'avoir l'esprit ouvert, mais il y a quand même des maudites limites ! Aux canots de sauvetage !

Aux grands mots les grands remèdes. Je téléphone immédiatement à William Johnson pour exiger de lui qu'il cesse illico de parler français, voire qu'il le désapprenne ! Et qu'il fasse circuler le mot d'ordre dans sa communauté ! Le noyautage doit cesser ! Ne parlant plus français, les Anglais montreront leur bonne foi et contribueront à la sauvegarde de notre langue.

De notre côté, ne demeurons pas inactifs. Interdisons le bilinguisme ! Le jour où les Français ne parleront plus qu'en français, les Anglais qu'en anglais, la Patrie sera sauve ! Nous devrons néanmoins demeurer vigilants ! Car des immigrants du Sri Lanka continueront de parler tamoul dans leur chambre à coucher. Il faudra surtout empêcher qu'ils se mettent à l'anglaise. ♫



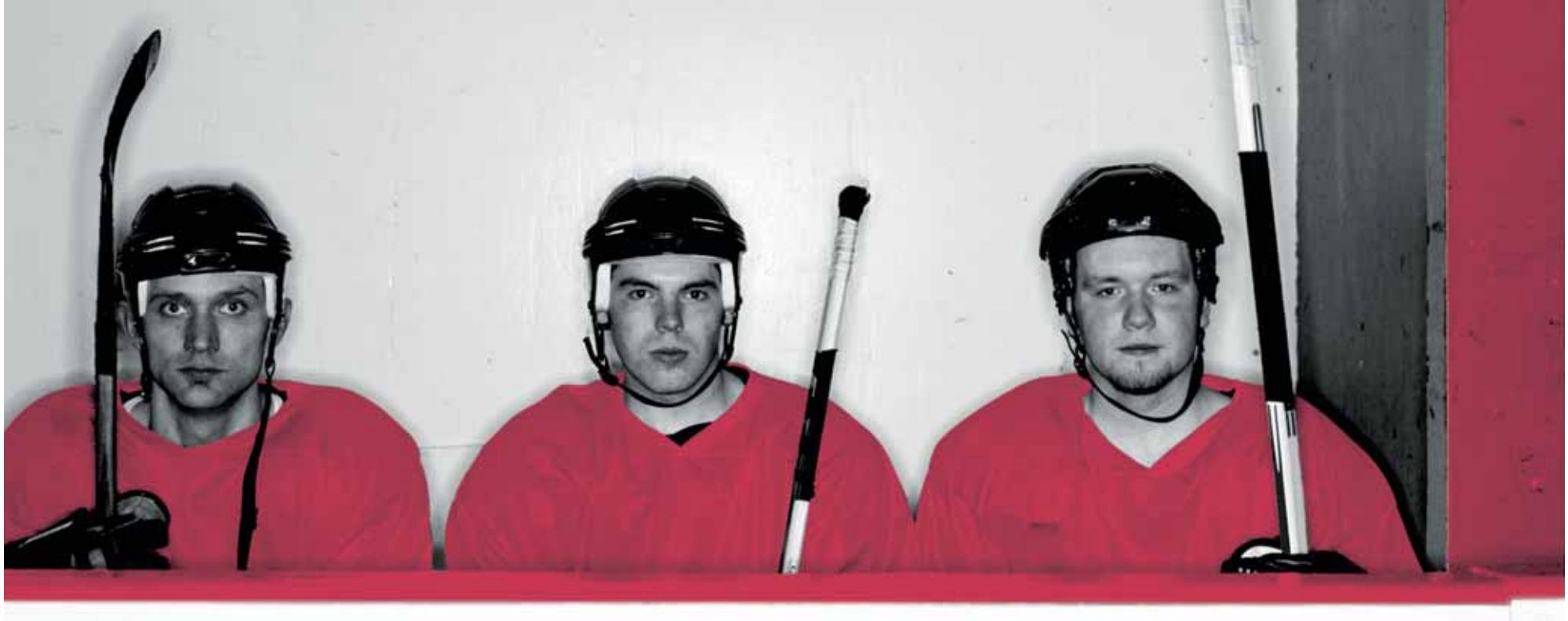
Photo: Robert J. Galbraith

"You can get anything you want in life if you help others get what they want."

- George F. Lengvari, Sr.



LENGVARI & ASSOCIATES INC.



Proud to be Canadian?

Canada provides hundreds of millions of dollars in aid to dictators, tyrants, and corrupt governments around the world.

Of the 25 countries named in the new International Policy Statement as key recipients of Canadian aid, only 6 are deemed by Freedom House to be free, while 19 are unfree or dictatorships. All 25 are identified as having corruption as a major problem, combined with weak parliaments, a lack of transparency and little respect for the rule of law.

Instead of working to bring about positive change, Canadian aid allows these dysfunctional and sometimes tyrannical regimes to remain intact while we apply band-aids to the symptoms.

Canada consistently fails to support democracies around the world such as India, Taiwan, America and Israel. In many cases, we actively work against them. And with the exception of Ukraine, Canada refuses to take measurable action to support the billions of people aspiring for democracy, freedom and accountable governments around the world.

Make Democracy a Guiding Principle

Canada's foreign policy is centred around three Ds (Defense, Development and Diplomacy). CCD believes that our policies should be guided by a 4th D, Democracy. Canada must make ending corruption, respect for the rule of law, and open, accountable and transparent governments key foreign policy priorities. If you agree, become a member of the CCD.

Founded in 2003, the Canadian Coalition for Democracies (CCD) is an organization of concerned Canadians dedicated to the protection and promotion of democracy at home and abroad. CCD will influence the Canadian political process and public opinion to achieve a more pro-democracy foreign policy.

Canadian
Coalition
for Democracies

PO Box 72602 - 345 Bloor Street East, Toronto, ON, M4W 3J0, Canada
Tel: 416-963-8998 • Fax: 425-944-3546 • www.CanadianCoalition.com

Wajsman on Bouchard-Taylor

WHAT WE'RE FOR - CONTINUED FROM PAGE 1

when they said that "self-doubt and a fear of the other" have been great hindrances to, in the commissioners' words, French-Canadians. But it goes further than that. We have written in these pages that Montrealers, of all linguistic origins, have been imprisoned by Quebec's "self-doubt fuelled by a jealousy of others self-belief". And that self-doubt has been a virus spread by a political class that has profited from the politics of division and discord. This Commission had a tailor-made opportunity to say that. To put the onus not at the feet of the majority of Quebecers who happen to be Francophone, but at the feet of the political and intellectual classes who have imprisoned francophones, anglophones and allophones alike within the doctrines of contempt.

But what is wrong you might ask with recommending that the majority be more understanding of minorities? It is inherent in the contradictions of the Commission's conclusions itself. At the same time that they properly stated that the crisis in the reasonable accommodation debate was a crisis only of perception, they still insisted that the "other" was misunderstood. At the same time that the conclusions underlined the necessity of protecting the gains of the Quiet Revolution, they did not clearly and candidly state what those were—and who we therefore are—and instead retreated to the security of sociological relativism by suggesting new bureaucracies to deal with minority complaints.

The Commission compromised its call for official secularism by reassuring Quebecers that distinct Catholic

traditions will be preserved. It rightly called multiculturalism "unhelpful"—something that even Prime Minister Trudeau acknowledged in his later years—and then recommended replacing it with the new notion of "interculturalism". It mentions the goodwill of citizens often, yet falls back on nanny-statism by endorsing big government policies to "bring peace among cultural communities". It pays lip service to the importance of freedom of expression, then suggests eliminating possibly offensive terms such as "visible minority" and even "reasonable accommodation" from our lexicon.

Where should the commission have directed us? The past may well be prologue. In this issue we commemorate forty years since the assassination of Sen. Robert F. Kennedy. In this

current debate words of another assassinated leader come down to us through the mists of time. That leader was a Canadian. He was the only politician to be assassinated in our history. His name was Thomas D'Arcy McGee. In 1865 he spoke these immortal words in Quebec City. "There is room in this Northern Dominion—under one flag and one set of laws—for one great people. There is no possibility for that greatness—under that same flag and those same laws—if we succumb to a hundred squabbling particularities." If we go down the wrong road now, the post Bouchard-Taylor era may well be characterized as a surrender to those squabbling particularities. Indeed it may already have begun.

For the problems rest not just with new citizens who hold greater

America, and those others who see themselves as defenders of, and apologists for, la Grande noirceur. For the rich patrimony that truly defines who we are as a people is there to be mined in the rich truth of our history, and it is in that truth that we can find the courage to overcome the politics of the big lie that for too long has driven so much of Quebec's self-doubt. If only Bouchard-Taylor had looked to that and told all Quebecers, new and old; of whatever color or creed; of whatever faith, that here is what we are for, here is our common humanity and with this there can be no compromise.

We are for the legacy of Papineau, who ensured emancipation for all minorities twenty years ahead of Great Britain. We are for the vision of Lafontaine who with Robert

The real two solitudes among us is defined by those Quebecers who realize they are heirs to the most progressive political tradition in North America, and those who see themselves as defenders of, and apologists for, la Grande noirceur.

riosud
Vêtements mode pour la femme d'aujourd'hui

Alma • Amos • Beloeil • Chicoutimi • Dolbeau • Gatineau • Joliette • La Sarre • Mont-Laurier
Montréal (Lasalle) • Québec • Rimouski • Rouyn • Shawinigan • Sherbrooke • Sorel
Ste-Marie • St-Jérôme • Terrebonne • Trois-Rivières • Val d'Or • Valleyfield

Le Nouveau
riosud • COHOES VÊTEMENTS • MEUBLES • DÉCOR

MONTRÉAL
4908, Jean-Talon O.
GREENFIELD PARK
4980, Taschereau E.
LAVAL
1799, St-Martin O.
MONTRÉAL-NORD
6000, Henri-Bourassa E.
SIÈGE SOCIAL 4810, Jean-Talon O., Suite 203, Montréal (Québec) H4P 2N5 info@riosud.com
www.riosud.com

fidelity to the traditions and laws of their home countries and cultures, but also with Quebecers loyal to false notions of their own past. That is why Premier Charest's inelegant haste in moving a National Assembly resolution to keep the crucifix in place played so well. His defense that this represented a remembrance of Quebec history was a defense of the wrong cross. The cross on Mount Royal indeed recalls the historical events surrounding Cartier and later de Maisonneuve. The one in the National Assembly was of more recent vintage bearing witness to an odious deal between Premier Maurice Duplessis and the Church in 1936 that solidified that inglorious period of our history known as la Grande noirceur. And in this failing of our political leaders to speak truth about our past lies the root of our greatest challenges today.

The reality of today's Quebec is that our great schism is not between francophones and anglophones. Not between "old stock" Quebecers and new arrivals. The great schism—the real two solitudes—is between those Quebecers who realize they are the heirs of arguably the most progressive political tradition in North

Baldwin instituted the first government responsible to the people in the entire British Empire. We are for the courage of Laurier who boldly stood for a public culture free of any privilege or preference to any faith and declared that "It has been the pride of my political life to have been excommunicated by Roman priests and condemned by Protestant parsons." We are for the resolve of Lesage to open Quebec, and Quebecers, to the modern world, moving forward with the sure knowledge that we can compete effectively on the international stage shedding retrograde and revanchiste prejudices. And for are for the determination of Trudeau to insure the sovereignty of individual conscience and consequence over any demand of state or collectivity.

This is what Quebecers are for. This is the message that Bouchard-Taylor should have sent. A message that the "crisis" over accommodation is not only one of perception, but that the very idea of accommodating these universal principles of liberal pluralism to any other standard is not up for negotiation. That we as a people will not succumb. That we will strive for greatness. ♦

One of North America's largest and most dependable suppliers of steel foundation products.

Pipe and Piling Supplies' high quality stocks include:

- Wide-flange Beams
- Spiral Pipe
- Bearing Pile Beams
- Piling Pipe
- Sheet Piling
- Concrete Piles



Pipe & Piling offers competitive pricing and quality pre- and post-sale expertise.
It's twelve sales and stocking facilities are available to serve you across North America in:

Vancouver	Edmonton	Calgary	Toronto	Montreal	Halifax
604-942-6311	780-955-0501	403-236-1332	416-201-8189	514-879-9008	902-835-6158
Washington	Nebraska	Kansas	Illinois	Michigan	Pennsylvania
253-939-4700	402-896-9611	1-800-874-3720	1-800-874-3720	1-800-874-3720	1-800-874-3720

Pipe & Piling Supplies Ltd.



www.pipe-piling.com



David Simard

David Simard a récemment achevé un mémoire de maîtrise (UQAM) sur la pensée politique de Jean-Charles Harvey.

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

LES QUÉBÉCOIS MÉRITENT MIEUX QUE LES DISCOURS DE PEUR

La petite politique de la peur

En ce lendemain du dépôt du rapport de la Commission Bouchard-Taylor, me voici attablé à une bonne terrasse montréalaise. En observant les passants et passantes, je constate la diversité culturelle et linguistique qui règne à Montréal et qui fait l'un des plus beaux atours de notre métropole. Mais je suis brutalement ramené à une certaine réalité en entendant la discussion de mes voisins de table, qui semblent éprouver la sempiternelle insécurité identitaire des Québécois dits « de souche ». La fixation angoissée sur l'identité collective du « nous » n'a

que ça pourrait donner l'illusion de combler l'insécurité identitaire des Québécois dits « de souche » face aux Ontariens, et aussi face à ceux de l'Ouest de l'île de Montréal qui, dans l'esprit des nationalistes irréductibles, ne feront jamais partie de leur « nous ». Une telle conception de la citoyenneté me semble encore moins rose quand je pense au fait que les questions d'identité, de culture, de langue, et aussi celle des mesures pour les protéger et les renforcer, ont depuis longtemps tourné à l'obsession chez nous.

Pendant ce temps-là, on ne discute

instiller chez eux une culture de la connaissance et de la curiosité. Par exemple, nous devrions encourager nos concitoyens jeunes et moins jeunes à lire davantage, ce qui ne nuirait sûrement pas à la pérennité de la langue de Voltaire au Québec : au chapitre de la lecture, nous nous classons au 10^e rang des dix provinces canadiennes. Mais on est bien loin du compte : comme le montre le Journal de Montréal du 26 mai, le taux de décrochage scolaire a atteint le niveau du désastre au Québec, se hissant jusqu'à 85 % dans certains quartiers défavorisés de

continuer de se péter les bretelles, en prétendant par exemple que nous avons une société qui encourage la création artistique et culturelle. La réalité, c'est qu'il y a très peu d'endroits en Amérique du Nord qui investissent moins que le Québec en matière de culture. Idem en éducation.

Il me semble aussi évident qu'une meilleure intégration des immigrants est plus que souhaitable. Pourtant, cette question pose moins problème que le nationalisme exagéré que véhiculent les franges les plus réactionnaires du mouvement indépendantiste.

manque de confiance en nous-mêmes. En jouant de démagogie sur nos peurs profondes, dont surtout celle de l'assimilation, les politiciens et intellectuels ultranationalistes nous incitent à nous méfier de l'Autre, c'est-à-dire de celui dont l'origine est différente de la nôtre. Pourtant, sans l'apport des immigrants, les Iroquois domineraient encore l'île de Montréal, et le Québec qu'on connaît aujourd'hui n'existerait tout simplement pas. Mario Dumont a misé sur les sentiments les plus bas de la population, mais en voyant le succès politique de l'ADQ, le PQ n'aura fait qu'attiser encore plus la peur identitaire, en espérant en tirer à son tour les dividendes. Face à cette petite politique de la peur, nous méritons pourtant mieux, beaucoup mieux...

Les nationalistes ressentiront-ils toujours le besoin profond de se faire dire qu'en tant que Québécois ils sont tellement différents, ou encore qu'ils sont de plus grands adeptes de la culture dans le désert culturel qu'est à leurs yeux le reste du Canada et les États-Unis ? Mais tant qu'ils ressentiront ce besoin, les discours creux continueront à dominer la place publique, tout en écrasant les voix de ceux qui pensent que le nationalisme outrancier n'a rien de progressiste. Après tout, le nationalisme n'est-il pas qu'un ferment important de la pensée conservatrice ?

« Rien ne doit changer au pays de Québec », qu'y disent... Mais ce n'est pas avec une pensée frileuse comme celle-là qu'on prouvera la vitalité de notre culture et de notre identité. Faudrait bien que de plus en plus de Québécois s'en rendent compte, pour qu'on fasse enfin autre chose que d'avoir peur en tant que société. Faudrait bien se rendre compte aussi, comme le souligne très clairement le dramaturge René-Daniel Dubois dans le livre accompagnant le documentaire *Un sur mille* qui lui est dédié, que « le nationalisme, c'est la capacité de faire défiler sur un claquement de doigts un quart de million de personnes sur la rue Sherbrooke, en faveur d'un accord politique... que pas un traître chat parmi ces 250 000 personnes n'a lu « l'idée ne leur en a d'ailleurs même pas traversé l'esprit »... alors que près de la moitié des garçons, dans la ville même où se tient le défilé, ne terminent pas leurs études secondaires... sans qu'un câlice de chat ne dise un tabarnak de mot. »¹ ♀

Ce n'est pas avec une pensée frileuse qu'on prouvera la vitalité de notre culture et de notre identité...

pas encore fini de faire des siennes, on dirait bien.

Tout ça me fait songer au projet de loi sur la citoyenneté québécoise que le Parti québécois avait mis de l'avant ces derniers temps. J'imagine

pas des moyens nécessaires à ce que notre système d'éducation devienne plus performant, et cela non seulement pour inculquer une plus grande connaissance du français chez les jeunes, mais aussi pour

Montréal. La vraie menace à l'avenir du fait français au Québec, elle est là avant tout. Tant et aussi longtemps qu'un vrai virage ne sera pas vigoureusement entrepris en éducation, on ne fera donc que

Autrement, comment pourrait-on expliquer qu'un débat sur les accommodements religieux se soit transformé en débat sur la survie du français au Québec ? Ce fait me semble surtout symptomatique d'un



If we build it, they will come.

Magil Construction prides itself on its reputation for excellence. Its expertise has been perfected on projects of every conceivable size and complexity. Delivering a project on-time and on-budget has been fundamental to Magil's success.

Founded in 1953 by architect Louis B. Magil, the company specialized in residential construction. It has since expanded into commercial, industrial and institutional construction valued in billions of dollars.

MAGIL
CONSTRUCTION

www.magil.com

¹ René-Daniel Dubois, *Post-scriptum*, Montréal, Dramaturges éditeurs, 2007, p. 83. Pour se procurer le coffret livre-DVD *Un sur mille*: info@videographe.qc.ca ou 514-866-4720

THE STATE AND TOBACCO

Not yielding to the sum of all fears

The end of the month will see the coming into force of new anti-tobacco measures forcing merchants to hide cigarettes behind closed cabinets. Forcing merchants to hide a perfectly legal product goes far beyond a debate over tobacco couched in public health terms. Not only is this latest action by the anti-tobacco troopers imposing a severe financial strain on small merchants who have to fork out the money to hide their wares, it is insulting to all citizens. The role of government should be one of educating and persuading the public. Not compelling and coercing. Hiding reality, obscuring truth is nothing but Orwellian mind control. And the more the state makes something seem illegal, the more tantalizing it will be to the very young people our anti-tobacco policy is supposedly aimed at. It is doomed to fail. As one merchant put it, are we also going to hide cookies because of trans-fats? The foundational principle of freedom is the freedom to choose. Even to choose unwisely. That right of individual imperative goes to the very heart of defining a free society. No state dictate should ever be allowed to compromise that.

- Beryl Wajsman, Editor

We live in strange times. In the forefront of conventional wisdom is the following notion: smokers are weak and dependent. Reality reveals however they may be the only ones in society not lead by the principles of fear. We looked at the risks and walked right through them. The impression we get nothing in return is absurd. We are the one group in society to be feared, even our opinions are shunned as connected to some industry which feeds only the supply of a product which is entirely legal to purchase and use.

The nanny nation comprised of the truly coddled and weak now fear even our scent. It prefers the smell and safety of burning oil products. It covets air miles cards and pays daily tithes to the banks. It seeks out chances to buy a prized product which sparks excitement because it includes the name "new". A nation composed of people led to believe they will never die or succumb to disease if they yield to the sum of all fears.

The hopelessly naïve, by their own choosing, follow the hopelessly

greedy. Those who demand we live as frightened mice. A measure of their lack of integrity is seen in their back door campaigns too fearful to ban tobacco in spite of an ability to do so. Far better to sell alternatively addictive gateway products and increase the overall market. Sold with endorsements from the state purse and of the very charity groups who created the science of smoker hatred. Cowards intent to sneak around creating science equating risk to cause and trendy phrases to undermine our consequence.

While we laughed at their tactics, they were able to grow in popularity by conning others into supporting their vision of weak begetting weaker, as if that could make them stronger or more resilient. Society battering itself until all that remains is a watered down version of what it once was: strong and audacious, brave and passionate. Canadians watch, with little voice and less recognition of their own humanity, while the new prohibitionists stumble around fighting over what will be restricted next. The measures

of real risk, or reductions of real risk, are debates which remain out of bounds, less we start to see some cracks in the statocratic stats. Much better to maintain the more dangerous illusions allowing us to die off in silence, protecting only the science that can make us believe.

Smokers have among them the most inventive, the most creative and the most dynamic of personalities. Without them we would not have the art, music, literature, or philosophy that is the soul to society's sinews. Those who chose to smoke seemed always to be challenging established norms and tore right through superstition and common belief. The aging process may well cut our longevity due to our choice but that is a choice we assume for ourselves. No one has a right to protect those who do not seek that protection. Helping little old ladies across the street can be seen as noble, unless that is not where she wanted to go, which could be defined as something much less than noble.

When we lived rejecting fear, life was a much more enjoyable ride.

Living fast and dying young has its advantages. Those are choices freedom affords us all. And as Simone Weil has written, "Liberty, in its most basic sense, rests in the freedom to choose."

Once smokers were a majority, now we are not. This constriction parallels the expansion of collectivist thinking. Our individual weaknesses seek comfort in communal "norms". A mindset that has often been the precursor to the downfall of great civilizations. Few in our society see little to oppose today. A prelude to the loss of all hope.

We are a dependant and weak people. Our leaders rise to the top by saying little and doing less. Running between the raindrops garnering status and privilege. Relying on the efficiencies of advertising that have now become the greatest threat to the consequence of our individuality. Power brokers grow their influence through slogans and soundbites. They want to be the will and the way. "We are all doomed by green house gases if we don't change their ways".

"Globalization is inevitable". "We don't live in silos". In fact we live in self-constructed cages of the mind imprisoning our states of consciousness. We fear speech, thought even assembly. People are encouraged to turn on each other for the slightest miter of "political incorrectness". Subliminal Stalinism triumphant.

We smokers chose to live outside the rules of fear the illusionists sell. Smokers' total numbers haven't declined, only our prevalence in society has changed. The total population numbers have risen but our numbers have stayed constant. Surprised? Don't be. This is just another reality check challenging ongoing conventional wisdom. A real inconvenient truth.

Society is taught to rage against those who smoke, embracing traditional hatreds against non-conformists. But we make our own fun. We date the best people. We don't live in fear. We live full and productive lives. The cowards dread every morning. The risk takers awake to seek out new challenges. Many among us have been robbed of dignity and honor being conditioned by deliberate government social engineering. We are told we are less than what we are. Spoken about as a disease which needs to be cured. The power of mass media often leads society to fight many straw men. Today we need to rage against the real enemy. Those leaders of coercive greed and their manipulative campaigns that imprison us in the politics of fear. ♫

CHANTAL - LIVE IN MONTREAL



Chantal Chamandy
belaqi

LIVE IN CONCERT
June 7th 2008 - 8pm
DB Clarke Theatre

(Hall Building, Concordia University)
Ticket info: 514-495-8000

Visit www.chantalchamandy.com for more information and to download a free mp3!

GLOBAL VILLAGE



The Hon. David Kilgour

CANADA IN THE WORLD

International security, trade and governance

According to a legend, in creating the world, God gave to Canada British Columbia, the Gulf Islands, the Rockies and many other natural wonders. Someone asked, "Why are so many good things going to Canadians?" God replied, "Wait till you see the neighbours I'm giving them." You'll recall the similar Mexican *cri de cœur*, "Oh Mexico! So far from God; so close to the United States!"

Our three countries are well-placed geographically and there are numerous joint approaches to common concerns. One is waterfowl co-operation among the three peoples, which is seen as the most successful international conservation plan in the world. Barry Turner of Ducks Unlimited Canada notes that since the North American waterfowl management plan partnership began in 1986, more than CDN\$1.3 billion has been

International Security

For Canadians, multinational initiatives rather than unilateral actions are clearly our preferred option internationally, except in the case of Spanish fishing trawlers. Since 9/11 it has been difficult for many Americans not to see the world through the prism of their national and personal security perceptions.

In the important case of the United Nations, which Canadians say only half jokingly is part of our national DNA, American support is currently at a low ebb, at least while the current Bush administration completes its final term. Serious reform is certainly needed in the UN system and those of us who believe in it should be advocating for change.

In Canada, multilateralists comprise the overwhelming majority among Canadians generally and our

is for carefully-trained conflict personnel, who can protect minorities effectively from intra-state violence? The slaughter of African Darfurians has continued essentially uninterruptedly since April, 2003; neither the UN Security Council nor any *ad hoc* assemblage of the "willing" has managed an effective response to what even the most casual observers recognize to be a continuing genocide within the terms of the 1948 Genocide Convention.

These issues have strong resonance among Canadians, but thus far seem to be eclipsed by national security priorities in American public opinion.

External Voices Project

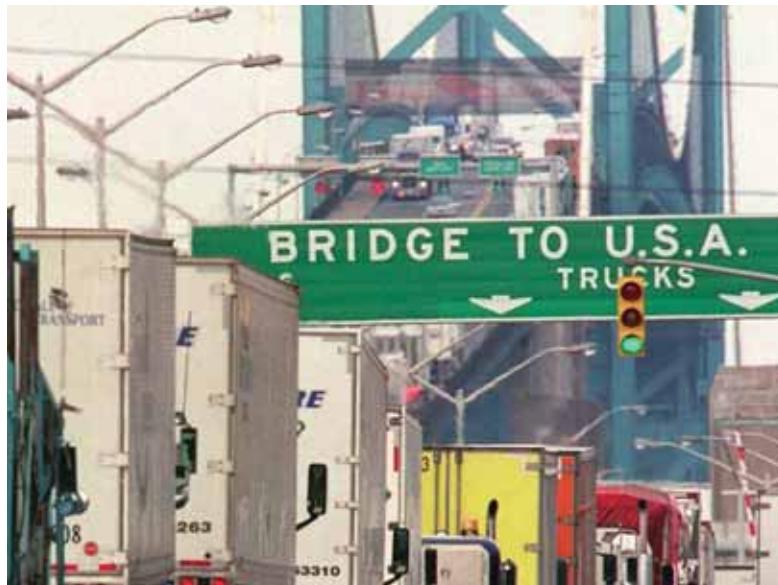
The most penetrating assessment of Canada's role in the world currently is the External Voices Project of the Canadian Institute of International Affairs, published in

with the U.S. and the United Nations) over time"; and thirdly a "determination to build world-class assets in the areas where Canada has chosen to lead." Greenhill, who is now CIDA's president, thinks nothing will improve for Canada internationally without a "major change in our mindset and our allocation of resources."

The study differentiates between making contributions and making a real difference. It notes that between 1989 and 2004 Canadians spent about \$243 billion of our tax money on diplomacy, defence and international development, yet most of the experts consulted said that Canada's role has been "marginal over the past 15 years." Our role in achieving majority rule in South Africa, however, was cited as important because we were able to leverage our position in the G-7, the

alike", is that Canada has become "almost irrelevant to U.S. foreign policy making." It has long been assumed by many that Canada's ability to influence American foreign policy was one of our major diplomatic assets. Greenhill cites Susan Rice, assistant secretary of state for African Affairs in the Clinton administration: "...For about a generation, the U.S. has conducted foreign policy largely without regard to Canada's perspective."

Finally, on security issues, Greenhill notes that our defence assets are seen as "largely irrelevant to today's real international security needs" and that we must reform our military assets in areas that would improve security domestically and make substantial difference internationally. David Jones and I think he sells short Canada's contributions in former Yugoslavia, Haiti and particu-



invested in securing and managing 2.4 million hectares of Canadian wetland and adjacent upland land. Canada contains a quarter of the planet's wetlands and habitat for 80% of the continent's waterfowl population and 310 other bird species.

Following years of spirited discussions over lunches and emails between David Jones, the former American diplomat, and myself *Uneasy Neighbo(u)rs*, was released last fall. Coming to the conclusion that for reasons of history, geopolitics and culture, Canada and the U.S. are different and always will be in our approaches to some core policy issues, we set out to explain these differences dispassionately on a dozen or so key issues. One chapter, for example, deals with the very differing world roles of the two countries; another looks specifically at the military in each.

foreign policy analysts. Should all of us not therefore be pushing harder for the UN Security Council to take its peace responsibilities more seriously in places like Sudan and Burma (where there are as of today an estimated 100,000 dead and 1.5 million homeless and at risk of dying while the generals fiddle with their referendum intended to make dictatorship constitutional)? What about Canada's Responsibility to Protect (R2P) doctrine, which has been adopted in principle by the UN? Should it not be applied in one form or another in places like post-election Zimbabwe or post-cyclone Burma?

Many Canadians now recognize that the kind of peacekeeping between two sovereign countries for which Lester Pearson won the Nobel Peace Prize in 1956 has now essentially disappeared. The most common need today across the world

2005 and written by Robert Greenhill. The report draws on the thinking of 40 knowledgeable individuals from nineteen countries. Its blunt conclusions for our purposes at this conference might be summarized as follows:

Canada's performance and reputation internationally have both fallen significantly over the past 15 years. International institutions, including the G8 and NATO, in which Canada played major roles are thought by the persons consulted to be losing influence, with countries such as India, Brazil, China and Mexico—along with niche ones like Norway—perceived to be assuming roles historically filled by Canada. The interviewees identified three key factors absent in Canada's international approach in more recent years: a willingness to make hard choices; "consistency in choices and relationships (especially

Commonwealth and *la francophonie*, lobby international leaders, support the Front-Line states and engage the African National Congress and the South African government during the transition. It was clearly our finest period on the continent of Africa in recent years.

Greenhill's

American interviewees believe that an independent foreign policy will not affect our bilateral trade. He cautioned, however, that it was only

Canada's rapid response to 9/11 with our "smart borders" initiative and tight security cooperation with the U.S. that allowed the border to remain open. To keep it open, we must ensure that we not ever become a security risk or a perceived one.

One of the distressing conclusions of the External Voices study among the U.S. sources, "Democrats, Republicans and career officers

larly Afghanistan since 2001 and continuing there now until at least 2011. These assignments were real and relevant—and probably more important than some of the UN Peacekeeping Operations (PKO). In 2001 under the Taliban, for example, there were only about 650,000 Afghan children—all boys—in school; today there are evidently more than six million, with 35% of them being girls. The effort is fully justified in my view.

Economics and Trade

Canadian and U.S. prosperity have, undoubtedly reinforced each other. Ninety-five plus percent of our bilateral trade has been friction free. Canada now depends on trade more than virtually all of the world's other affluent economies. In the most recent year for which we have statistics (2004), our exports of goods and services constituted 38.2% of our

GDP; imports, 34%. About sixty percent of our exports were finished industrial goods, machinery and automotive products, with thirty percent of our merchandise goods being energy, commodities and forestry products. Americans took 84.5 percent of our exports and a little more than 23 percent of all American exports were consumed by Canadians. As Pamela Wallin has indicated, 40 percent of Canada's national income comes from the Americans and we do more trade with the U.S. in a week than we do with China in a year. I think it is important to remember that Americans look north for security and we look south for trade.

Canada is also rapidly becoming an energy colossus. This country's proven reserves were officially upgraded in 2004 by the responsible agency of the U.S. government from

4.9 billion barrels to 178.8 billion. In reality, the total amount of oil trapped in the Alberta oil sands is estimated to be 1.7 to 2.5 trillion barrels, with the smaller figure reflecting only the part which is economical to extract with today's available technology.

As an Edmonton M.P. for about 27 years, you'll forgive me for suggesting that virtually any amount of additional oil and gas can be sold to our southern neighbours at world prices under NAFTA in its present form. Canada is the only stable democracy among the top ten countries in terms of oil reserves. There are also, of course, serious conservation and global warming issues. One encouraging sign is the proposal by one current producer for its next expansion not to use natural gas in the conversion of bitumen into synthetic crude oil. Another is to

sequester carbon underground rather than release it into the air.

Approaches to Governance

Our two peoples have significantly different approaches to government, which have been enthroned and no doubt over-simplified in the juxtaposition of "peace, order and good government" of the 1867 British North America Act and "life, liberty and the pursuit of happiness" from the Declaration of Independence. In 2008, the differing antecedents probably still mean a less skeptical attitude towards government among Canadians than south of the border, where checks and balances are used to keep governments on shorter leashes.

Our model of Westminster parliamentary democracy, which is about as strongly centralized as any democratic state can be, maximizes the strength of any governing party

and prime minister/premier. The checks on both the executive and legislative branches to the south are so numerous that one Canadian ambassador to Washington described the place as "dysfunctional". Deadlock is a constant hazard, but the American Congress does reflect the interests of its people and regions.

Canada's late renowned historian, William Morton, noted another major political difference between our two peoples: radically different self-perceptions. As of 1960 at least, Morton saw the U.S. to be a nation of covenant, which meant at least three things: a need for uniformity because covenants can only exist among like-minded communities; Americans separate themselves from the uncovenanted, whether abroad or at home; Americans are messianic, which means that where

they think it warranted they will enter other countries to fulfill their goals. Morton at the time felt Canadians were above all loyal to the Monarch and attached to parliamentary democracy. Today, most of us would presumably say that our loyalties are much broader, ranging from the rule of law, democracy, social justice, and the Charter of Rights and Freedoms.

All of us, regardless of our points of view, should seek to interact with our fellow citizens more with facts and reason about the things that bring us together. Canadians are busy with their jobs, careers, education, families, sports and many other things. Those of us who are concerned about national and international issues of all kinds have got to do more--and to do it more effectively—to make Canadians a lot more engaged. ♦

The System is the Scandal!

"The ability of powerful corporations to influence politicians is one of the ongoing challenges to democracy. And organizations such as Democracy Watch play a critical role as monitors and whistle blowers, especially when all of the major Canadian media organizations are enmeshed with government." — Hugh Winsor, Columnist, *The Globe and Mail*

I want to become a supporter of Democracy Watch by making an Automatic Monthly Deduction. By choosing to make an Automatic Monthly

Donation, I am authorizing Democracy Watch to automatically withdraw the following amount from my chequing account or my credit card every month. I understand that I can stop the monthly donation at any time simply by calling Democracy Watch at: (613) 241-5179

Please circle the amount of your Automatic Monthly Donation:

\$5 \$15 \$50 \$100 \$500 \$1000 OTHER: _____

I cannot become a sustaining donor at this time, but enclosed is my donation.

Payment Options:

OPTION #1—Chequing Account:

Send this form and a cheque marked "VOID" to:
Democracy Watch, P.O. Box 821, Station B, Ottawa, Ontario, Canada, K1P 5P9

OPTION #2—Credit Card:

VISA MasterCard

Expiry Date

Card Number

Name: _____

Tel: _____

Address: _____

Address: _____

E-mail: _____

YES — Please add me to the Democracy Watch Email List so I can receive updates on key issues facing Democracy in Canada!

Signature: _____



John Parisella

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

CONTINUED FROM PAGE 1

The Bobby I remember...

Kennedy is remembered as the last great authentic politician of his time. Some would venture to add, no one has since matched his promise and his inspiration.

Soon after his assassination, a special publication of Life magazine presented a look at his life and times. On the back cover, the authors mused as to whether one could justify his candidacy and the 'larger than life' portrayal of his life, had he not been the brother of President John F. Kennedy. They concluded that Bobby Kennedy's candidacy was justified in its own right. It is significant that we recall why and why he is so often referred to in this current presidential election year.

Before JFK became president in 1960, the younger Kennedy labored in the shadow of his brother. His major claim to fame until then was his role in securing his brother's nomination for the Democratic Party and in orchestrating the electoral victory in November 1960. Responding to the pressures of the Kennedy patriarch, Joseph P. Kennedy, JFK went on to name Bobby as the Attorney General where he distinguished himself mostly by his relentless fight against organized crime.

The election victory of John F. Kennedy in 1960 ushered in a decade of turmoil and transformational change. If JFK's victory as the first Roman Catholic to be elected president was significant, it paled by comparison with the crescendo of the civil rights movement and eventual legislation, the divisive war in Vietnam and the landing of a man on the moon. It was a period of debate, confrontation, sometimes violent, and polarization. Three assassinations (JFK, Martin Luther King, and RFK) will be remembered as evidence of a time of violent conflict and fundamental change in the course of America. Let us revisit the 1960's.

If President Kennedy represented change and a new direction in 1960 ("Ask not what your country can do for you, ask what you can do for your country."), Martin Luther King embodied inspiration. Dr. King, a young man with the vision and conviction of non violent change, inspired and mobilized Americans of different races with his call for justice and equality. It was he who said that we must judge one another 'not on the basis of our color, but on the content of our character.' Under Dr. King's leadership, and with President Kennedy acknowledging the civil rights battle as a moral issue, America came to grips with having



While it is far too early to equate Obama with Kennedy, it is clear that a political leader able to inspire and mobilize is unique and sometimes comes only to a new generation of voters wishing to be empowered.

to deal with its original sin. Later, under President Lyndon B. Johnson, the legislation first introduced during JFK's administration came to pass thereby ending legal segregation. In 1965, LBJ also had Congress adopt the Voting Rights Act.

The next defining moment of the sixties was the Vietnam War. Following the failures of France in achieving peace in Indochina, the United States stepped up its involvement and activity in the region. Under President Kennedy, US advisors were sent to support the allies in South Vietnam against the communist guerillas, the Viet Cong, and their supporters in Communist North Vietnam. Later, President Johnson would increase the US role by sending combat troops. Casualties mounted significantly and the outcome of the war was in doubt leading to anti-war protests and an

eventual anti-war movement of young Americans protesting the continuation of the war. Bobby Kennedy, now a Senator from New York and the heir to the Kennedy legacy, was looked upon as the one hope to extricate America from this unpopular war that he had originally supported. Kennedy, while admitting some initial error, eventually changed course on the war and

opposed Johnson's Vietnam policies.

By 1968, the anti-war movement was in full force and the pressures on Bobby Kennedy to run for the presidency intensified. While there was no love lost with President Johnson, Bobby hesitated to break from an incumbent President of his own party. In February 1968, however, he formally announced his run for the presidency.

What followed is possibly the most intense period of turmoil in the history of the United States. Lyndon B. Johnson started a peace initiative with North Vietnam while announcing he would not seek reelection. Senator Eugene McCarthy, a Democrat from Minnesota and anti-war activist, continued his quest for the presidency fighting for the same constituency as RFK. On April 4, 1968, Martin Luther King was shot and killed in Memphis. Race riots broke out that very night in all the major cities in America with one exception. Enter Bobby Kennedy.

On the night of the King assassination, Kennedy was scheduled to speak in Indianapolis to a group of citizens including a large contingent of African Americans. Internet and all-news stations did not exist at the time, and Bobby announced the bad news to the crowd. That this city was the only major US city to avoid a riot is largely attributed to Bobby. Time Magazine columnist, Joe Klein, in his book 'Politics Lost' refers to Kennedy's speech as the last great authentic address made by a leading politician in recent times. He may be right.

When addressing the crowd, Kennedy spoke without notes and, in his unique way, referred to poets to bring solace to the devastated crowd. He quoted the Greek poet, Aeschylus, who wrote: "In our sleep, pain which cannot forget falls drop by drop upon the heart until, in our own despair, against our will, comes wisdom through the awful grace of God". He then asked the crowd to dedicate themselves "to tame the savagery of man and make gentle the life of this world."

Two months later, June 5, 1968,

after winning the California primary against his rival, McCarthy, Bobby Kennedy was shot and pronounced dead on June 6. He was just 42 years old.

The Bobby I remember is the one who literally grew before our very eyes. From the tragic assassination of his brother on November 22, 1963, we saw the transformation of Bobby Kennedy. From the ruthless, efficient backroom operative to a compassionate, inspiring and idealistic leader who was able to bring together rich and poor, old and young, black and white, and the disadvantaged to believe once again that politics was a noble endeavor and the ideals of America were worth cherishing and defending in the world. People cried when he died and his last remaining brother, Senator Edward M. Kennedy, eulogized him "as a good and decent man who saw wrong and tried to right it, who saw war and tried to stop it, who saw suffering and tried to heal it".

This year we have witnessed an incredible and historic campaign within the Democratic Party. Both Hillary Clinton and Barack Obama have found inspiration and strength in the works and the example of Bobby Kennedy. Some see the current mobilization of young voters for Senator Obama as reminiscent of the youth of the sixties for Bobby.

While it is far too early to equate Obama with Kennedy, it is clear that a political leader able to inspire and mobilize is unique and sometimes comes only to a new generation of voters wishing to be empowered. Forty years ago, we heard this call. I never forgot to mention that I was led to public service by the example of Bobby Kennedy. I often refer to his favorite quote: "Some people see things as they are and ask why? But, I dream of things that never were and ask why not?" In his times, words still mattered and he touched the spirit of America. This captures the essence of Bobby Kennedy and why it is worthwhile to remember him forty years later. ♦

Le Groupe Parlementaire
The Parliamentary Group

Deb Grey Val Meredith John Nunziata Lorne Nystrom Patrick Gagnon

The Parliamentary Group
400-200 Elgin Street
Ottawa, Canada K2P 1L5
613.860.0043
www.parliamentarygroup.com

The Parliamentary Group assists with regulatory, governmental and legislative advocacy issues. Our pan-Canadian government relations and lobbying firm helps clients navigate the often confusing corridors of government with a comprehensive range of services.

Alain-Michel Ayache

M. Ayache est un spécialiste du Proche et Moyen-Orient
Département de Science politique Université du Québec à Montréal (UQAM)



LE NOUVEAU CHEF DE L'ÉTAT POURRA-T-IL REPRENDRE LE CONTRÔLE DE LA POLITIQUE DU PAYS ?

Liban : Les défis du nouveau Président

118 votes pour contre 9 abstentions. C'est le total de voix que le Commandant en chef de l'armée libanaise, le général Michel Suleiman eut pour devenir le douzième Président de la République libanaise depuis l'indépendance.

Cette élection pour la forme vient confirmer l'entente entre les différents belligérants libanais qui a eu lieu à Doha à Qatar sous les auspices de l'Émir de ce petit pays du Golfe. En soi, cette percée politico-diplomatique du Qatar est une première dans la région, puisqu'elle vient supplanter celles traditionnelles de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, mais également de la Syrie. En effet, en prenant à sa charge la réconciliation entre les différentes parties libanaises, Doha vient de présenter un visage neutre dans la région et une nouvelle ère pour la diplomatie arabe, loin des

bras de fer interarabes habituels.

Une Charge lourde ...

Quant au nouveau Président libanais, la charge est lourde et pleine de défis, notamment en ce qui a trait à la relation avec le Hezbollah et l'avenir de son armement. D'ailleurs, lors de son discours juste après son élection au Parlement, le Président Michel Sleiman n'a pas hésité à souligner l'importance du rôle de « la résistance » contre « l'ennemi israélien » et le succès de la « libération » du Liban que cette dernière « avait accompli » avec la bénédiction et l'appui de l'État libanais et de son armée. Sleiman a également noté l'importance de cet armement et la nécessité de le garder dirigé contre l'ennemi et non vers d'autres Libanais. Une allusion aux derniers événements meurtriers qui avaient fait plus de 80 morts et plus d'une

centaine de blessés entre les pro-occidentaux et les prosyriens.

À cela et parmi une pléthora de messages de réconciliation et de demandes de dialogue continue entre tous les Libanais, Sleiman n'a pas hésité à lancer une fléchette contre Damas en parlant de la nécessité de l'établissement de relations diplomatiques entre la Syrie et le Liban. Une telle représentation mettra fin à la position syrienne depuis son indépendance, que le Liban était partie intégrante de la « Grande Syrie ». Elle permettra ainsi à Damas de reconnaître enfin la pleine souveraineté du « Pays des Cèdres ». Or, Damas ne semble pas encore chaude à cette idée, puisqu'à la différence du ministre iranien des affaires étrangères qui assistait à l'élection de Sleiman à l'hémicycle et qui avait applaudi avec enthousiasme cette phrase, le ministre syrien, lui, était resté bras croisé, le visage raide !

Diviser pour affaiblir !

Bien que cela ne constitue pas en soi un signe de division entre Damas et Téhéran autour de la politique régionale, il n'en demeure pas moins que de plus en plus de signes parviennent d'ici et d'ailleurs sur un début de différend quant à la stratégie régionale entre ces deux alliés anti-américain.

En effet, pour de nombreux analystes aussi bien arabes qu'occidentaux, l'assassinat du chef de guerre du Hezbollah à Damas, le terroriste le plus recherché par Washington, Imad Moghnié, aurait été perpétré par les services secrets d'un pays arabe – certains parlent de la Jordanie – avec la bénédiction de ceux de Damas. Cet assassinat aurait été un « cadeau de bonne foi » offert par Damas aux Israéliens mais surtout aux Américains pour briser la glace entre la Syrie et les États-Unis, mais également pour envoyer un signe à Tel-Aviv pour une reprise des négociations. À ces analyses, d'autres ajoutent que les dernières révélations sur les pourparlers secrets entre Damas et Tel-Aviv confirment la volonté des États-Unis de vouloir briser cette alliance syro-iranienne pour mieux isoler Téhéran. Le Hezbollah perdrait alors cette logistique iranienne qui lui parvenait via la Syrie. Ce qui permettrait ainsi son isolement et sa destruction dans un éventuel conflit à venir.

yeux de la rue arabe en général et libanaise en particulier, une stature de leader qui respecte sa parole et soulève et réussit les défis.

Le défi majeur du Président

D'où la question principale qui se pose au nouveau Président libanais, celle de savoir s'il sera capable de mettre un terme aux armes du Hezbollah et s'il réussira à prendre le contrôle de la décision politique libanaise en ce qui a trait tant à la gestion interne du pays que celle de la guerre contre un quelconque « ennemi ». Or, d'ores et déjà. Nasrallah précise haut et fort que les armes du Hezbollah ne seront pas dirigées vers d'autres Libanais, mais que les armes de l'État libanais, donc de ses forces de sécurité intérieures et de l'armée ne doivent pas non plus être dirigées contre le Hezbollah ou de servir pour le combattre. Des paroles, qui laissent présager que le Hezbollah ne rendrait jamais ses armes. D'ailleurs, à analyser de plus près, l'on pourrait voir clairement la détermination du Hezbollah de mener sa « résistance » par delà la frontière libanaise en encourageant le Hamas et les Chiites de l'Irak à se battre contre les « occupants ». Et pour leur rappeler l'appui de la « résistance » à leur « combat », la machine de la propagande du Hezbollah n'hésite pas à afficher la date de mai 1948 et celle de mai 2008, comme pour dire que la « Nakba » (Catastrophe) palestinienne pouvait se transformer en victoire à l'instar de ce qui s'était passé au Liban en 2000 et 2006.♦



En fait, Nasrallah se positionne sur l'échiquier politique régional comme acteur incontournable et une variable à prendre en considération pour toute stratégie régionale.

RETRO HEAT

Old Cast Iron Radiators



Shafter Bros. Inc
Since 1927

259 Van Horne Avenue
Montreal, Quebec Canada
H2V 1H9
Tel: 514.274.8347
Fax: 514.274.7652
Toll Free: 1.800.361.1778

www.oldcastironradiators.com
www.steamexperts.com



L'ÉCONOMIE



Vincent Geloso

Vincent Geloso est l'auteur du blogue www.vincent-geloso.blogspot.com
 « Le 8ème blog le plus influent au Québec. Fait sur mesure pour le brassage d'idées » - *Le Journal de Montréal*

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA

SAQ : ÉTATISME OU PRIVATISATION ?



La nouvelle prohibition

À la fin du 19ème siècle, alors qu'autour de la prohibition de l'alcool se dresse de véritables mouvements politiques partout en Amérique du Nord, le Québec s'inscrit à contre-courant en votant à deux occasions référendaires contre la prohibition. À cette époque, même l'Eglise s'opposait à la prohibition préchant plutôt la modération. C'est d'ailleurs cette voie qui fut empruntee par le gouvernement du Québec.

La Commission des Liqueurs du Québec fut donc créer pour superviser sa «le commerce des spiritueux et des vins et soumet au contrôle de cette même Commission le commerce de la bière». Au début, l'objectif était de lutter contre les méfaits de l'alcool grâce à la réglementation de la distribution et de la consommation. Néanmoins, avec le temps la commission s'est détourné de cette

origine en faveur d'une mission commerciale en devenant la Régie des Alcools puis la Société des Alcools du Québec. Aujourd'hui, la Société des Alcools est devenue un paradoxe en tant que politique publique tout en nuisant aux consommateurs et à de multiples entrepreneurs. La solution est simple : privatiser!

Nous devons largement questionner les méthodes employées par la

Société des Alcools pour remettre les dividendes que le gouvernement réclame au monopole comme le scandale de l'euro où la SAQ avait refusé d'adapter sa majoration des prix au taux de change ou même en chargeant le double du prix d'une bouteille américaine. Néanmoins, les défenseurs de la SAQ, notamment le syndicat représentant les travailleurs de la SAQ, clament que celle-ci fait en sorte que les gens consomment moins. Ce vœu pieux est toutefois en complète contradiction avec l'objectif de la SAQ de ramener le plus d'argent possible au gouvernement? La SAQ n'est rien de plus qu'une énorme structure inefficace, parce que c'est un monopole qui maximise ses rendements en offrant des produits de piètre qualité à des prix absurdes comme le notaient récemment le Journal de Montréal. Cela pénalise les consommateurs.

On se doit de comparer la privatisation du monopole d'État sur l'alcool en Alberta avec le cas de la SAQ. Comme le notaient l'étude de l'Institut Économique de Montréal, en Alberta, il y a 1087 magasins (population inférieure au Québec) et au Québec, il y a 801 succursales. Quant aux produits disponibles, leur quantité a augmenté drastiquement depuis la privatisation de 1993 : 11 575 en Alberta contre 7148 au Québec. Quant aux prix, ils sont presque 20% moins chers en Alberta et malgré cela, les dividendes la vente d'alcool par litre est de 24.74\$/litre pour l'Alberta face à 23.43\$ pour le Québec grâce à un système de taxation bien pensé. Il y a même plus d'emplois dans ce secteur qu'avant la privatisation. Les Albertains ont clairement bénéficié de la privatisation et de la libéralisation du commerce de l'alcool. Alors, on a toutes les raisons de croire que la privatisation bénéficierait aux consommateurs tout en rapportant des revenus similaires au gouvernement.

Il y a un plaidoyer à faire en faveur de la privatisation et donc d'une libre compétition dans le milieu de la production, distribution et vente d'alcool. Ce ne sont pas les producteurs Québécois qui manquent et il existe des entreprises qui seraient intéressées à entrer sur ce marché. Néanmoins, l'ingérence gouvernementale dans le commerce de l'alcool peut être identifiée dans de récents changements apportés à la réglementation québécoise en matière de commerce de vin dans les épiceries. Ces amendements réglementaires, entrés en vigueur en mai dernier, n'ont fait l'objet d'aucune couverture médiatique, même si elles viennent interdire la

commercialisation en épicerie de vin sous une marque privée d'un grossiste en alimentation. Quelle bonne façon de réduire la palette de produits disponibles aux consommateurs! Je peux ainsi difficilement concevoir qu'il n'existerait pas de concurrence dans le secteur de l'alcool surtout quand on est rendu à interdire aux grossistes de distribuer leurs propres marques de vins.

Si les défenseurs de la SAQ veulent maximiser les revenus que la SAQ remet à l'État et réduire la consommation des Québécois pour éviter les «séances» de l'alcool, ils se retrouvent en plein paradoxe. S'ils choisissent l'argument des revenus, ils doivent démontrer qu'il est impossible dégager les mêmes revenus gouvernementaux sans la SAQ. S'ils prouvent cela (ce qui n'est pas le cas à mon avis), on devra accepter d'avoir moins de produits plus dispendieux. S'ils choisissent l'argument de la consommation, ils admettent de considérer que les Québécois ne savent pas boire nécessitant ainsi supervision. S'ils choisissent les deux, l'incohérence entre maximiser les revenus du monopole et réduire la consommation est clair. Dans tous les cas, une forme de prohibition s'exerce et au final c'est le consommateur qui est le grand perdant. ♦

A Passionate Call for Change.

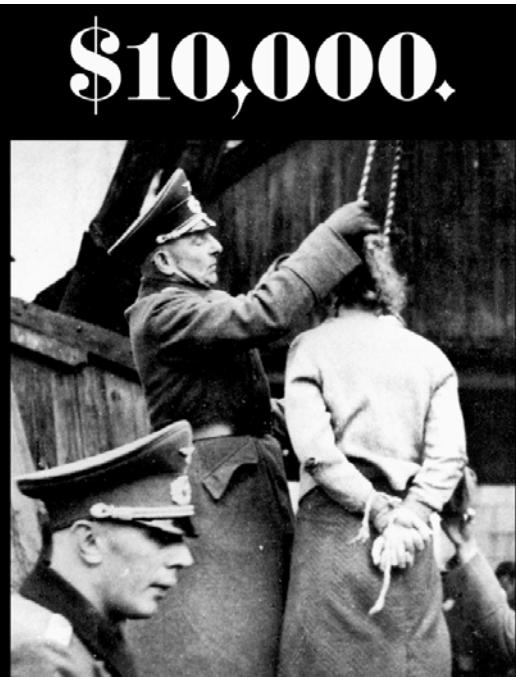


"Tasha Kheiriddin and Adam Daifallah's analysis is bold, provocative and invigorating."
—Mark Steyn

A provocative and timely call to action for civic-minded Canadians yearning for a more competitive political system and better government.

WILEY
Now you know.
wiley.ca

A public service announcement made possible through the generous support of the Cola Family.



Wanted. Alive.

OPERATION: LAST CHANCE is a campaign to bring remaining Nazi war criminals to justice by offering financial rewards for information leading to their arrest, conviction and punishment. This initiative has been launched in Germany, Lithuania, Latvia, Estonia, Poland, Romania, Austria, Croatia, Hungary and now Canada.

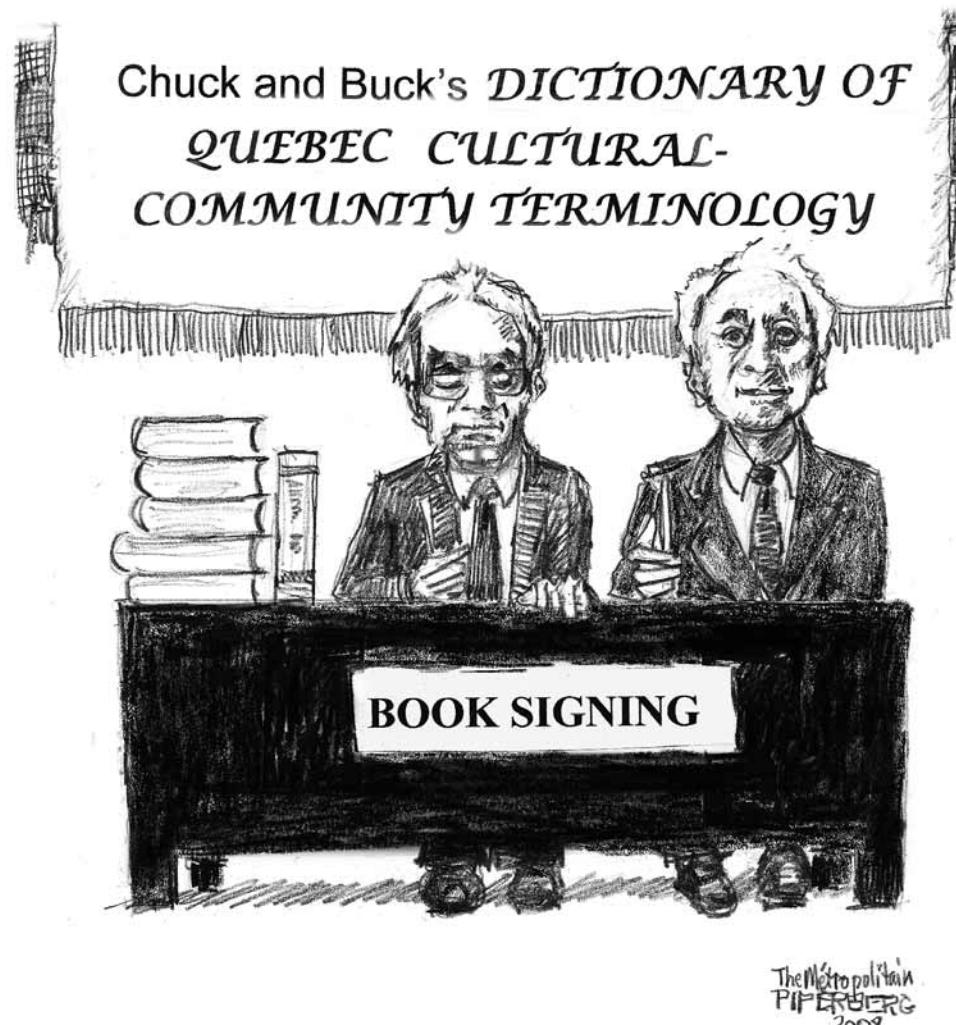
If you have important information to share, in confidence, contact: 416-864-9735 or olc@fswc.ca

www.operationlastchance.org



www.fswc.ca

BOUCHARD-TAYLOR



Niels Veldhuis et Milagros Palacios

Niels Veldhuis et Milagros Palacios sont économistes à l'Institut Fraser et co-auteurs de l'ouvrage intitulé *Canadian Government Debt 2008* disponible sur le site web: www.institutfraser.org

150 000 \$ de plus, s.v.p.

Que diriez-vous si le gouvernement canadien vous faisait parvenir une lettre laissant entendre que vous lui devez 150 000 dollars de plus?

C'est pourtant ce à quoi font face chacun des contribuables au pays alors que les dettes accumulées par nos gouvernements en fait de

janvier 2000-2001 et mai 2004-2005. Or, l'un des éléments les plus préoccupants dans cette histoire sont les sommes accordées à des programmes et les privilégiés que les gouvernements nous ont promis mais qui ne sont pas entièrement subventionnés.

Canada pendant au moins 10 ans de leur vie adulte, est financé par les revenus fiscaux du fédéral.

À l'époque où ils ont été mis sur pied, les programmes comme celui de la SV étaient fondés sur l'hypothèse selon laquelle les données démographiques qui prévalaient dans

revenus supplémentaires issus du fédéral seront nécessaires pour financer les prestations de la SV. Nous estimons à 356 milliards de dollars la dette non provisionnée actuelle du programme de la SV.

Le régime d'assurance-maladie se trouve dans une situation semblable.

plus de 65 ans est appelé à augmenter de façon spectaculaire, la partie des revenus qui sert actuellement à financer le régime d'assurance-maladie ne suffira plus à payer les dépenses médicales futures. À ce titre, la dette non provisionnée du régime d'assurance-maladie s'élève à 364 milliards de dollars.

Le Régime de pensions du Canada et ses 538 milliards de dollars de dettes non provisionnées font grimper la somme des dettes non provisionnées du Canada à 1,3 trillion de dollars. Jumelée à la dette nationale, cette somme représente une dette de 2,4 trillions de dollars, soit environ 150 000 dollars par contribuable.

En l'absence d'une réforme en profondeur de programmes comme le régime d'assurance-maladie et celui de la sécurité de la vieillesse, les jeunes Canadiens devront piocher durement dans leurs économies pour payer leurs impôts dans l'avenir.

créances et de programmes non subventionnés s'élèvent à 150 211 dollars pour chacun de nous.

La dette directe nette de l'ensemble des gouvernements du Canada – fédéral, provinciaux et municipaux – est passée de 800 milliards de dollars à 791 milliards de dollars entre

Par exemple, le Programme de la sécurité de la vieillesse (SV) – la « pierre angulaire » du système de revenu de retraite du Canada, qui est mis à la disposition de tous les citoyens canadiens et résidents permanents de 65 ans et plus à condition qu'ils aient habité au

les années 60 allaient se maintenir. Malheureusement, ce n'est pas le cas. En 1956, 7,7 pour cent seulement des Canadiens étaient âgés de plus de 65 ans. Cette proportion a atteint 13,3 pour cent en 2006 et devrait s'élever à 26,5 pour cent d'ici 2040.

Ce changement signifie que des

Sur la période 2006 - 2007, il a grugé 19,1 pour cent des revenus des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. Compte tenu du fait que les citoyens de plus de 65 ans constituent environ 44 pour cent de l'ensemble des dépenses de santé et que le pourcentage des Canadiens de

POUR UNE VRAIE RÉFORME

L'éducation: un grand corps malade?

L'école aujourd'hui est-elle malade? L'espace éducatif est-il désormais en retrait de son ambition première, celle d'uniformiser chez les élèves un savoir moderne, diversifié et sophistiqué? À vrai dire, on constate à l'interne des murs de l'école que ce ne sont plus les élèves qui importent, mais l'élève seul, saisi comme le sujet ultime de son potentiel de savoir. L'étudiant n'écoute plus, mais se fait écouter, il ne consomme plus la connaissance qui s'offre, mais expose son savoir. L'impact de cette rénovation de l'enseignement propose-t-il un recul de la culture prise dans son sens large? Autrement dit, y'a-t-il aujourd'hui décultururation dans les écoles? Penser l'école aujourd'hui est-il réfléchir sur l'individu au lieu de penser le savoir essentiel?

L'essentiel à l'école n'est plus appris. Mis de côté, il laisse place à un savoir qui, suspendu dans l'air, doit en quelque sorte être rattrapé par l'élèvage. Depuis l'émergence de la nouvelle pédagogie éducative dans années quatre-vingt-dix, l'élève s'est vu devenir un sujet puissant, le centre même de l'attention pédagogique. Nu de connaissance, mais seigneur des lieux, l'élève y est maître et il y restera. C'est ce qu'entend la Réforme dans l'éducation, qu'elle soit en France ou ici. À l'école, c'est l'élève qui mène et c'est exactement ce à quoi les ajustements de la réforme scolaire ont contribué à créer en prenant la porte de la nouvelle doctrine pédagogique constructiviste de *l'individu-élève*, qui comprend l'étudiant isolément, séparé du groupe et qui reconstruit différemment une nouvelle matière éducative.

On donne d'une certaine manière les outils à l'enfant, on exemplifie leurs utilisations, et on lui demande par la suite de construire (déjà) son monde. Comment peut-on contribuer à cultiver un esprit sans lui permettre de se confronter à la difficulté de l'exigence, de la rigueur et d'une méthodologie?

L'affinement de l'apprentissage initié à l'intérieur même de la conversion théorique du renouveau pédagogique devait permettre humblement d'accompagner l'élève dans la construction de ses connaissances et dans l'acquisition de son savoir, alors que malencontreusement, c'est l'effet contraire qui est survenu. L'élève, pris comme autre chose qu'un élève, est soumis à l'examen de sa propre démarche, c'est-à-dire qu'il doit s'évaluer

constamment, et à son propre rythme. Cette multiplicité de cas où l'absorption du savoir est expérimenté différemment chez chaque étudiant vient dénier l'objectif fondamental de l'école et désaccorde la cadence de cette dernière. L'école est plus maniable, plus large, plus permissive. En fait, ce constat montre l'évolution du milieu scolaire qui autrefois circonscrivait clairement l'apprentissage, voire l'imposait même violemment.

Maintenant, on permet plus et ce, jusqu'à laisser l'élève construire l'école, jusqu'à le laisser produire lui-même le format scolaire. Ce pivotement des responsabilités ne met-elle pas en danger la mission absolue de l'établissement éducatif, à savoir diffuser la connaissance sans contrainte, sans filtre, sans rejet? Alors que le rigorisme scolaire impérieux d'il y'a longtemps a fait peur et s'est par la suite progressivement doté d'une flexibilité contrariante laissant luire une abondance des possibilités pédagogiques, n'avons-nous pas étouffé la notion d'encadrement efficace? Ainsi, le rapport entre l'enseignant et l'élève se distancie non seulement en individualisant l'apprenti lui-même, mais en extirpant de chez lui le peu qu'il connaît pour façonner son savoir. Si cette vision de l'éducation prévaut ainsi, il y aura échec. Nous le voyons ainsi par divers témoignage : «*si les modèles constructivistes et consortis donnent de moins bons résultats [...] c'est qu'ils s'intéressent davantage à la manière dont les élèves apprennent – au processus d'apprentissage autrement dit – qu'à l'enseignement systématique et à l'évaluation rigoureuse de leurs*

apprentissages»¹

En effet, se pose cette question de l'encadrement dans la mesure où l'on constate que les frontières de l'apprentissage de la vieille école, rigides par ses méthodes et par son anti-pédagogie, se sont élargies et perméabilisées donnant lieu à une incontrôlable diversité dans le rythme de l'absorption des acquis. Là n'est pas la question du surdoué ou du mauvais élève. Deux choses l'une. Premièrement, il y a toujours eu des retardataires scolaires, certes, mais le problème s'impose dès que l'on constate qu'il y a de plus en plus de désintérêt face au savoir, de plus en plus de retard dans l'acquis de l'essentiel et un rejet de la culture générale au profit de sa propre culture, ses propres intérêts. Paradoxalement, cette situation se retrouve alimentée par l'école elle-même. Secundo, l'urgence n'est pas dans l'enseignement proprement parlé, c'est-à-dire la compétence des professeurs directement, mais dans l'inversion du lien d'apprentissage entre le maître et l'élève et surtout dans le choix de la culture qui articule l'espace éducatif.

La constitution de cette nouvelle pédagogie occidentale de la fin du XXe siècle a insisté sur l'écoute de l'initiative de l'enfant. Lui, comme le propre constructeur de son savoir—comme s'il était déjà acquis—and capable d'intégrer la vie qui l'entoure. L'élève est donc perçu comme un sujet possible et sensible au changement de son environnement. Ainsi, «nous n'apprenons plus, nous faisons, découvrir» expliquait Alain Finkielkraut. Ainsi, on fait fi des notions au profit des observations : on n'apprend plus la grammaire, on l'observe. Ces reconfigurations du cadre scolaire permettant une liberté inégalée à l'enfant anticipent l'élaboration de sa propre démarche, celle de s'emparer lui-même de la culture. Or, ce n'est pas le cas puisque les chiffres signalent une baisse du savoir.

L'école par essence doit restreindre une certaine liberté dans l'espace qu'elle offre et dans son activité pour permettre de concerter l'étude et la réflexion, c'est-à-dire la réunion dans un lieu commun où chaque étudiant se reconnaît et se confirme comme étudiant prêt à s'instruire, et où s'affrontent la curiosité de ces derniers et le respect à l'égard du professeur.

À ne pas confondre avec le désir d'un retour à un conservatisme strict

de l'enseignement et de l'ancien système qui prédispose une méritocratie en fonction de la sélection et de la disposition sociale familiale, les plus riches vont dans les bonnes écoles, et vice versa. En revanche, la crainte d'une renaissance d'un enseignement soutenu, ne supportant pas les différences sociales en les séparant de plus en plus par une accessibilité aux services contingents n'est pas une solution. Le hic est de se gargariser l'idée d'une possible émancipation du sujet-élève dans la structure scolaire que lui seul désormais construit.

Décultururation ?

L'école dans cette nouvelle ère de l'enseignement vise les intérêts des enfants au lieu d'en créer chez eux. Ce leurre articule donc une démission du scolaire et un début du rejet des fondamentaux de la culture.

Par ailleurs, cette nouvelle notion de «transversalité» issue de la réforme scolaire depuis 2000 entend la découverte des compétences expérimentées pour pallier les exigences de notre siècle en développant des savoirs fonctionnels et technologiques qui laissent croire à une séparation de la technique et de la culture. La pratique et l'agir prévaut sur l'assainissement de la connaissance globale, du général dans la culture. On concentre l'école vers la mobilité et non vers l'inculturation. Vulgairement, on demande de construire un projet quelconque en utilisant une panoplie d'instruments et de méthodes –Internet en est un exemple probant– qui permettrait d'augmenter le potentiel du savoir par l'acquisition autonome des connaissances en omettant de les diffuser par l'enseignant. L'enseignant ne donne plus le goût du beau, de l'esthétisme, de la curiosité. Internet sans charge. Le rapport légitime professeur-élève cède donc l'urgence à un rapport étudiant-Internet, élève-technologie, etc. en coupant le lien dévoué entre l'enseignant et l'enseigné.

Un décalage se fait ainsi nettement sentir depuis quelques années. Parce que depuis l'avènement de la réforme, la réussite des étudiants en français a drastiquement chuté, notamment ceux de la 6e année du primaire. Pour redresser la réforme des «pistes de réflexion» ont été élaborées pour repenser la réforme dans la réforme, et ce, sans la changer, sans proposer de solution. Un article du Devoir souligne bien

«l'importance pour l'enseignant de choisir la pédagogie qui lui convient, le défi que représente l'évaluation des compétences disciplinaires et transversales, les efforts particuliers à consentir auprès des élèves en difficulté, le caractère prioritaire de la formation des enseignants [...]»². On tend ainsi à modifier la méthode d'enseignement, la réflexion de la réforme de l'intérieur, sans pour autant la réfléchir de l'extérieur. On ne veut rien y changer et l'insistance face à «l'attente des résultats» produit un retard considérable. Il y'a donc en quelque sorte le prolongement d'un écart entre la sphère de la culture et celle de l'éducation, une asymétrie des priorités.

Puisque le redoublement des classes n'est plus possible, il y'a là une tentative d'égaliser le niveau des élèves ou plutôt de leur permettre d'évoluer à leur propre vitesse. Alors qu'on tentait une harmonie dans la diffusion du savoir, on a créé un démantèlement complet de l'efficacité du modèle d'apprentissage. Cette désorganisation n'est pas sans inquiéter les protagonistes ce souciant de l'impact d'une nouvelle refonte scolaire, c'est-à-dire les parents directement. Cette crainte ne met-elle pas en veilleuse la pertinence de l'école publique pour repenser la possibilité de placer l'élève dans l'espace privé moins troublé par le régime pédagogique? Cette angoisse n'est-elle pas l'alerte d'une prochaine défaite de l'espace public au profit du privé?

Pour la culture

La refonte du système scolaire est primordiale et nécessaire dans nos sociétés. Par ailleurs, n'est-il pas noble de penser l'école comme un corps se rénovant et grandissant au cœur de l'histoire en permettant l'existence et la pérennité de la culture et de la connaissance. Or, le piège est dans le «comment» doit se penser l'établissement scolaire; l'idéal versus le possible. Si l'école n'est plus lieu d'exigence, il est probable que l'échec qui vient ce soit celui de l'éducation avant d'être celui des étudiants. ♦

¹ M'hammed Mellouki, Clermont Gauthier, «Sauver la réforme scolaire: contre le décalage pédagogique des constructivistes», Le Devoir, 12 mai 2005.

² Marie-Andrée Chouinard, «Réforme scolaire : résultats décevants», Le Devoir, 20 juin 2006



NEW LEADERSHIP FOR A BEACON OF MONTREAL COMPASSION AND CARING

Mission's Pearce looks to the future

Maybe he lost his factory job of 20 years because the company took its business overseas. Maybe she's addicted to gambling, alcohol or drugs. Maybe his wife was killed by a drunk driver and he never recovered from the loss. Maybe it's a mental illness, a chronic sickness or just a lack of the right social tools that keep most of us on our feet in today's fast paced world.

The homeless always have a story to tell and it's almost always a multilayered tale that descends a downward spiral.

Officials at Montreal's Old Brewery Mission (OBM) have been working to stop homelessness in its tracks and now, with a new director general looking to the future, there are plans to expand a comprehensive program that approaches the issue with a progressive, treatment-driven agenda dedicated to solutions and change rather than just temporary relief.

Founded in 1889, the OBM has long provided overnight shelter and meals to the city's thousands of homeless but, in recent years, under the guiding hand of former Director General James Hughes, the mission has also become a place of transition that works to solve homelessness – a step that goes well beyond emergency services like food and refuge.

This work toward solution is what caught Matthew Pearce's eye. When Hughes accepted a position in the New Brunswick government, Pearce, a native Montrealer who's worked and traveled around the globe, stepped up to the plate. OBM's new transitional programs work with clients from day one, providing counseling, referrals and living assistance. This, Pearce said, has already had a "significant impact" on the homeless community.

"With these solutions in place, there is an almost instant effect," Pearce said. "That's what excites me; to see solution; to see change. We put people into more stable lifestyles. I'm convinced we're really onto something here."

Having taken the position this past March, Pearce said he is settled in and now looking to the future of OBM. His sites are set on expanding these transitional programs that not only provide people the tools necessary for climbing out of the cycle of homelessness but also track people for several years in an effort to catch them if they fall back into the arms of destitution.

While city officials estimate 10,000 homeless, other estimates put the count at around 30,000. With people staying in temporary shelters, living on the streets, sleeping in cheap hotels, couch surfing, or calling their cars home, the number of homeless is hard to track, Pearce admitted, but there is no denying that homelessness has long been part of Montreal's fabric. Citing a recent Simon Fraser University study that proves it is more cost effective to work with people rather than letting them go untreated, Pearce said gaining the financial footing necessary to run these programs long-term is going to be the next big step.

Given an initial boost by private donations, the transitional programs are going to need strong finances to continue and expand, Pearce said, and, besides looking to the government and private business sector, the new director will be asking Montrealers for help. Noting the mission's more than a century's service to the city, Pearce said he is confident people will be willing to give to the organization. Individual

donations, he said, will be an important part of what has become a priority for OBM – funding. The mission will soon be launching a major fund raising campaign.

"We're not talking about vast sums of money here," Pearce said. "We have a formula for successes that brings quick results. This is the way to address homelessness. The OBM, for about 115 years, was about soothing homelessness. Now it's about solving. Soothing is an important thing but it's not good enough."

Some, Pearce said, might see someone begging on the street and think they should just get a job, quit drinking or figure things out on their own. There is a wide range of reasons for how people end up falling out of a stable living situation. People, he said, don't just wake up one day and decide to move out onto the streets.

"People are not choosing homelessness because it's easy," Pearce said. "It's not an easy way out. There are always circumstances. None of them are there because it's better than working for a living."

Other initiatives include expanding an already growing collaboration with the other shelters in Montreal. Although OBM is Quebec's largest organization serving homeless men and women, there are other shelters throughout the city that bring the total bed count up over a thousand. Collaboration, Pearce said, is a relatively new and effective means of providing food, shelter and transitional services.

Another example of collaboration is that between OBM and Verdun's Douglas Hospital. The newly established La Maison de Claude Laramée opened its doors April 7. OBM,



Matthew Pearce is confident that the Old Brewery Mission's priorities and goals are on the right track.

teamed up with the hospital that specializes in mental health care, provides released patients with a supported living environment that allows them a sense of freedom while building a new life and reintegrating into mainstream society. With room for nine so far, Pearce said, clients receive counseling from OBM's trained staff as well as extended care from the hospital.

Pearce was born in Calgary and grew up in Montreal. With an education background in history and political science, Pearce said he has long had an interest in society and has demonstrated that throughout his life. After spending time trekking the globe, he got involved with Canada World Youth – an organization dedicated to delivering international education programs to youth through community immersion and volunteer experience. Over the two decades that followed, Pearce eventually became the president and CEO of Canada World Youth and held that role from 2000 to 2005.

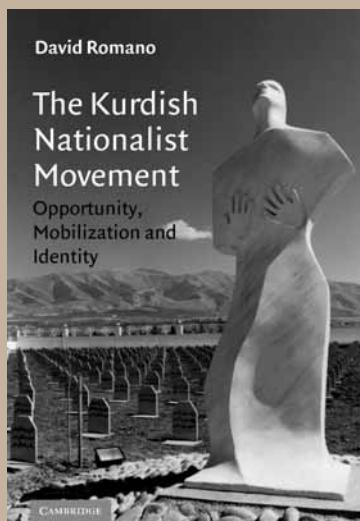
Prior to his post at OBM, Pearce was the founding president of

International Network for Corporate Responsibility, an organization that provides a place for corporations to make known what they are doing for society or the environment. Noting the millions of dollars that get donated to charitable work each year, Pearce said he wanted to acknowledge the work members of the private sector are doing for the world.

After catching wind of the open position of director general at OBM, Pearce said he researched the facility and got to know its mission. The new programs, dedicated to bringing people out of homelessness, were the biggest motivator behind his bid for the post. Overall, he said he is impressed with OBM and the dedication of its staff and board of directors. He said he sees the multifaceted organization as a means to combat homelessness and, with time, he would like to develop and expand OBM's initiatives.

"I think it's a real success story but we've got to do more," Pearce said. "I'm completely convinced, by evidence and results, that we are on the right track." ♦

Cambridge Middle East Studies



David Romano focuses on the Kurdish case to generally try and make sense of ethnic nationalist resurgence. In a world rent by a growing number of such conflicts, the questions posed about why, how and when such challenges to the state arise are becoming increasingly urgent.

Throughout the author analyzes these questions through the lens of social movement theory, considering in particular politico-social structures, resource mobilization strategies and cultural identity. His conclusions offer some thought-provoking insights into Kurdish nationalism, as well as into the strengths and weaknesses of various social movement theories.



CAMBRIDGE
UNIVERSITY PRESS

www.cambridge.org/us

Sharman Yarnell

Sharman Yarnell is host of 'Showtime' and co-Host of 'The Chris Robinson Travel Show' on CJAD 800

Theatre

ARTS & STYLE

REMEMBERING MONTREAL'S THEATRICAL LANDMARKS AND TRADITIONS

Stage ghosts

To be or not....

That is the question in many Montrealers minds when it comes to English Theatre. And for good reason.

For those too young to know and those too old to remember, I offer a gentle nudge. English Theatre was alive and darn well hopping in the early years.

Looking at the derelict Seville Theatre on Ste Catherine Street, it's hard to believe that there was once a thriving theatre community here in Montreal. The Seville was home to many a great artist in its early years. Before it was turned into a movie cinema, Judy Garland, Tony Bennett, Frank Sinatra, Louis Armstrong and Nat King Cole are but a few who graced its floorboards.

It was built in 1929, a grand old lady with her interior design leaning towards a Spanish theme. Hence the name The Seville Theatre. Equipped with state of the art special affects it boasted a ceiling covered in tiny stars and had a device that could create the illusion of clouds floating across the sky. Thems were the days! Anyone sitting in the torn seats during the early 80's, before the Seville became a shadow of its glory days, marveled at the beautiful art that still peaked out along the edge of the proscenium arch. All gone now. Nothing but a dark shell remains of the marvel she once was.

But the Seville wasn't the only stage in the Montreal scene. Nestled atop Mount Royal overlooking Beaver Lake was the old Montreal Toboggan and Ski Club. In the late forties it caught the eye of Joy Thompson who worked a bit of theatre magic and turned it into The Mountain Playhouse. Until that point she had been entertaining Montrealers with the Bard-in-the-open-air atop the mountain. Critic

Herb Whittaker, described Thompson as "rich, eccentric, and dynamic, so talented and gifted in many different ways." That, along with some good business sense, is what it takes to create any theatre venue and Thompson had it aplenty.

When Thompson left for New York to teach mime and design sets for on and off Broadway productions, The Mountain Playhouse was taken over by Norma Springford. Both these grand dames of theatre were able to talk the city into renting the building to them for the hefty rent of one dollar a year.

Well-known Canadians walked those boards. Christopher Plummer and Barry Morse played there. Walter Massey was both its Artistic Director and resident Leading Man in 1961 and 1962, until then Mayor, Jean Drapeau, closed that sweet little theatre over a fraudulent rental dispute between the landlord and the city (the Playhouse company did not own the building. It was merely a tenant).

William Shatner started his career as the box office/assistant manager after he graduated from McGill University with a Bachelor of Commerce degree in 1952. He once told me in an interview that Springford soon realised that perhaps his forte was not in management, when he kept losing the box office receipts and tickets. He also regarded her as the one Montrealer who most influenced his career.

Women appeared to be at the forefront in the development of theatres in Montreal: Also thriving in our city was The Montreal Repertory Theatre, founded in 1930 by Martha Allan and known as the Theatre Guild. Offering training in the theatrical arts, the bilingual amateur group became a tour de force in the Canadian theatre scene. Its curtain rose on what are today some of the

biggest names in the country: Denise Pelletier (remember evenings watching The Plouffe Family?), Hume Cronyn, Chris Plummer, Gratien Gelinas, John Colicos, Jean-Louis Rioux and many, many others. In 1942 the company turned their small building into a full-blown regional

Finance always reared its ugly head, causing most of the English theatres in our city to close or be turned into movie houses. In those days, Canadian theatre was always thought of as just a hobby for the idle rich or poorly employed. Raising funds from government subsidy was

found its own national autonomy as it exists today.

As heart warming and rose as all this may sound, today's Montreal English theatre has withered somewhat around its edges. Oh, we do have the robust Segal and Centaur Theatres but the struggle for recogni-



Before being left for dead, the Seville Theatre—one of Montreal's many past dramatic landmarks—was host to stars like Judy Garland, Tony Bennett, Frank Sinatra and Nat King Cole.

theatre. It was destroyed by fire in 1952. The company disbanded in 1961 because of financial difficulties.

Anyone wandering through the Place Ville Marie during the 60's could have come across a line up to get into an unusual company called Instant Theatre. It was a 99 seater that held three twenty minute productions each lunch hour. Mary Morter created and established the little theatre that got its name from one of the early sponsors - an instant food company. To help keep the company going (and make it possible for people to see a play without depriving themselves of lunch), Morter sold sandwiches to the audience. Not a problem for the actors who found the ambience and crackling of papers part of the overall charm of the experience.

an unheard of venture, and the private sector rarely took 'amateur' theatre seriously. Those involved were forced to support it personally, out of love or through their own companies.

William Hutt was the first of our Stage Artists to 'turn professional'. Realizing that he intended to make acting his life's work, yet wanting to stay in Canada, he received support from others in his small circle of like-minded friends and began requesting a salary for services rendered. His first 'paycheck' was a cash settlement of a twenty-five dollar honorarium. Soon after, a seed of 'professionalism' (paid work) began to grow and an Association of performers took route under what was at first the banner of American Actors Equity Association. Later, Canadian Actors' Equity Association

tion and financial support is ever deeply precarious and on-going here in Montreal. Our many good professionals often bond together into small groups looking for scarce space in which to perform their fringe work – a lot of it surprisingly wonderful considering the pathetic resources with which they endure.

Killing structures like The Seville Theatre, starving out artists through lack of work and weakening their social and cultural involvement in our society deadens all of our souls. We need to revive the theatre world of yesteryear in order that we may have any kind of worthwhile culture to boast in tomorrow's years to come.

There are so many theatres, big and small, professional and amateur, that contributed to the vibrant theatre scene in those hay days of Montreal theatre. From His Majesty's on Guy Street to The Orpheum on Ste Catherine—and the wonderful stage productions of Yiddish Theatre out of the genius of Dora Wasserman—we have much to be proud of in our contribution to Canadian Theatre. It is with the earliest foundations of the theatres themselves, the very buildings that served as spring boards into the profession that we can certainly hail the talent they have provided over the years—but that's another story.

I hope that dark shell of The Seville Theatre isn't an omen for the future of English theatre in Montreal. May some divine spot-light always shine over whatever modern box will replace its grand self.

When I look to the destruction of our theatres past I think "...my God, what have we done?"

FATAL GREED

A novel by Robert Landori

Mutant Mad Cow Disease in Toronto. Murder in Palm Beach. The arcana of Bermuda offshore banking. Ex-CIA and Mossad men desperate to seize a weapon of mass destruction from Al-Qaeda, off the Caymans, on the morning of 9/11. *Oh, and love.* What more could you ask for in this hard-cover thriller by Robert Landori. Get it at Chapters/Indigo, or order an author-signed copy from the publisher.

Dear Studio 9, please rush me _____ author-signed copies of Fatal Greed at \$39.00 each (including tax and postage). My cheque is enclosed.

Or, I choose to pay by Visa Mastercard Amex (please circle one)

Mail or fax to: 514-937-8765

Card number exp / /

Name

Address

City/Postal Code/Prov.-State

Studio 9, 9 Parkside Place, Montreal, QC, Canada H3H 1A7 Phone orders: 514-934-5433



Louise V. Labrecque

LU

WWW.THEMETROPOLITAIN.CA



Histoires de s'entendre

SUZANNE JACOB, MONTREAL, EDITIONS BORÉAL, 2008, 148 P.

Suzanne Jacob a fait de la musique, du théâtre, se passionne pour tout, puisse son eau à toutes les sources, écrit des poèmes, des paroles de chansons, des essais. Elle chante, rit, édite, pense et parle. Et elle écrit, elle écrit, elle écrit... ! Je ne sais pas pourquoi Suzanne Jacob me fait penser à une montagne. Je ne sais pas. Elle interroge pourtant l'abîme ; elle touche le gouffre. Dans son dernier livre, *Histoires de s'entendre*, un essai déshabillant toutes les idées reçues sur la fiction, elle amplifie les sens, pour amener le lecteur à prendre conscience de la nécessaire fiction, la « fiction vitale », comme socle à toute œuvre féconde et durable. Oui, c'est bien

de vie qu'il s'agit, lorsqu'on écrit, toujours. Et pour plusieurs personnes, je suppose, cela peut avoir une sorte d'importance. Mais d'où viennent les histoires ? Comment capter le souffle inspirant permettant à l'oralité de transcender cet état pour *devenir*, pour *être*, et finalement pour se fonder rigoureusement en expression écrite ?

Inventer sa vie, avec sa langue, c'est un peu comme vivre en code. De simples instants, des besoins, des émotions, des perceptions, des vestiges, dont on a perdu tout souvenir ; Suzanne Jacob ne s'épargne jamais. « *Je me parle* », écrit-elle. « *Je suis moi. Ma vie est entièrement moi et je suis entièrement toute ma vie : je suis entièrement « je suis ».* Tout le processus de l'activité narrative est ainsi exprimé, avec force, détails, et précision, dans cet étonnant essai. Consciemment, le chemin est exigeant, et c'est lors de la préparation d'un cours universitaire en « création littéraire » que l'auteure, alors admise en résidence d'écrivain à l'Université d'Ottawa, a dû faire le point, sans faux fuyant. Ainsi, « *il n'y a pas de situations ordinaires pour l'appareil narratif* », explique-t-elle. Tout est dramatique, chargé de merveilles ; la mémoire bricole cela, pour faire affluer des histoires. Écrire, c'est un peu comme créer le monde, et rendre des comptes à la

conscience.

La cartographie des territoires du moi, difficile à établir, se décline, différemment pour chacun. Ainsi, le lecteur ne voit pas le même arbre, le même personnage, selon ses propres références. Tout cela constitue la rencontre intérieure, unique, entre chaque lecteur et le livre. On peut se demander : « Qu'est-ce que l'auteur a voulu dire ? » On peut chercher le présent sous l'appareil métaphorique, et ne trouver au final que l'absence. C'est étrange un texte. C'est toujours un paradoxe vivant. Comme Léo Ferré chantant l'amour difficile, suicidé, et en même temps tellement rempli de vie qu'on le sait apte à tous les recommencements.

Le lecteur fantasme, il cherche son reflet, le mystère l'attire, c'est comme ça, depuis la nuit des temps. Ainsi, Suzanne Jacob nous oblige à faire un petit effort, une fois de plus. Je ne sais pas exactement pourquoi elle me fait penser à l'écrivaine Virginia Wolf : c'est vrai qu'elles se posent toutes les deux en contradiction face aux grilles d'analyse littéraire, et c'est ainsi qu'on les aime : elles n'offrent pas de vérités, parce qu'elles luttent précisément contre ce fait : avaler tout rond des « vérités » que tout le monde cherche à imposer, plus ou moins subtilement. ♦



P.A. Sévigny

Le complexe d'Icare de Sébastien Maltais



L'arrogance précède la ruine, et l'orgueil précède la chute.

- Le livre des Proverbes

Dans un monde où la communication visuelle se trouve souvent réduite à guère plus qu'un gribouillage bidimensionnel non loin du plus commun graffiti de banlieue, certains pourraient considérer la plus récente exposition de Sébastien Maltais comme le début d'une ère nouvelle pour la communauté d'arts visuels montréalaise. En effet, contrairement à ceux qui croient que cet art se limite au cri primal, les nouvelles œuvres de Maltais réussissent à circonscrire un des principaux

mythes de la civilisation occidentale en une série d'images épiques dont chacune transcende l'ambition et l'orgueil oedpiens qui ont inspiré le meilleur et le pire, durant la majeure partie de l'histoire de l'Occident.

Dans le contexte narratif de l'exposition, Maltais utilise l'encaustique (cire chaude) comme matrice dans laquelle la texture et la profondeur de chaque tableau est mis en parallèle aux références historiques complexes et tragiques cachées derrière chaque image emblématique. Dans le milieu des arts visuels, peindre à l'encaustique est considéré comme l'une des techniques les plus ardues à maîtriser tout en étant

également l'une des plus expressives. Dans les œuvres de Maltais, les couches de cire créent une profondeur et une surface tridimensionnelle permettant de maintenir de nombreuses possibilités multimédia, comme l'intégration de matériaux divers au travers des couches successives du medium.

« Lorsque je peint à l'encaustique » explique Maltais, « c'est un combat que je livre avec chaque œuvre. »

Au premier abord, « Cicatrice » (Sur des terres brûlées), une des œuvres maîtresses de l'exposition, semble inspirée d'une carte postale illustrant une gare de triage typique de province quelque part en Europe. Toutefois, camouflée sous de multiples couches de cire, on distingue la photo d'un garçon au regard hanté—un regard qui nous renvoie à la mémoire collective de ces images de milliers de wagons cliquetant sur les rails en direction des camps de la mort de Hitler. Une inspection plus approfondie de l'œuvre révèle qu'une multitude d'images dont une photo de Kafka et autres documents ont été insérées à un moment ou à un autre sous la surface narrative de l'œuvre. En fait, la « cicatrice » suggérée dans le tableau de Maltais se révèle encore

plus présente dans notre psyché collective que dans l'œuvre elle-même.

Somme toute, l'ambition demeure le thème central de cette exposition. La profondeur des teintes de terre et d'ocre utilisées par l'artiste fait référence à des récits faisant partie d'une histoire plus grande encore, une histoire aussi ancienne que le temps. Tout comme Icare plongeant vers la mort pour avoir volé trop près du soleil, les œuvres de Sébastien Maltais rappellent que certaines ambitions peuvent nous sublimer autant que nous détruire. En regardant la toile mettant en scène le baron Manfred Von Richthofen avec son chien, on ne peut que se référer au jour où, comme Icare, il volera trop haut et provoquera sa propre perte. Un autre portrait iconique, celui de Charles Lindbergh, un homme représentant tout ce que les américains ont cru bon et magnifique au sujet de leur nation. Cependant, cette image est éclipsée par une autre, celle de l'enfant de Lindbergh avant qu'il soit enlevé et assassiné.

Dans une autre scène, l'artiste immortalise un moment précis d'une partie de football historique qui pourrait aussi bien se nommer Stalingrad, Agincourt, La Somme ou

Verdun. Ce joueur offensif tentant de se frayer un chemin entre deux mastodontes défensifs évoque une métaphore de la guerre à travers les âges. Fortement évocatrice, cette toile, comme l'admet Maltais, provient d'un héritage de la peinture allemande dont, entre autres, l'œuvre d'Anselm Kiefer. Certains visiteurs remarqueront également des fragments de bandes dessinées d'Hergé intégrés sous les nombreuses couches de cire de plusieurs des œuvres présentées à la Galerie Dominique Bouffard.

« En fait, » confie Maltais, « Rembrandt et Hergé demeurent mes principales influences. »

À titre de jeune propriétaire et directrice de sa propre galerie, Dominique Bouffard s'est rapidement construit une réputation en découvrant de jeunes talents montréalais. Si elle persiste à présenter des expositions de qualité comme celle-ci, sa galerie sera bientôt l'épicentre d'une communauté artistique florissante. Quant à Maltais, si ses œuvres sont représentatives du travail d'un jeune homme en début de carrière, Montréal pourra se targuer d'exposer des œuvres de qualité dans les années à venir. ♦

Alidor Aucoin

Theatre

FAMILY VALUES WITH A TWIST

Sex at the Segal

Bryna Wasserman, now in her 10th year as artistic director at The Segal Centre at the Saidye, has one objective for the upcoming season. She's put together a sensual bill of theatrical fare designed to "sizzle and titillate." And she's assembled a team of top-notch directors to oversee the daunting season.

Every one of the plays on the 2008-09 lineup deals with family life going down the drain because of skeletons in the closet, or of households, "where bleak things come without invitation," as Tennessee Williams said. "The thread running through all the plays is that they are about weird families," Wasserman agrees. "They explore sexuality and male-female relationships. They're all sensual."

The season opens September 11

with a production of Christopher Hampton's daring interpretation of « Les liaisons dangereuses ». The play has proven to be an amazingly successful adaptation of Choderlos de Laclos 1782 novel about nasty sexual power tripping and hypocrisy among the eighteenth century French aristocracy. It will be directed by Alexandre Marine who brought such a decadent touch to last year's production of Amadeus.

That's followed by a revival of Tennessee Williams Cat on a Hot Tin Roof, about a wealthy but morally disoriented Mississippi family. The play examines hypocrisy, greed and secret passions, and will be directed by Greg Kramer.

In February the Segal teams up with the National Art Centre in Ottawa for Peter Hinton's production

of Sam Shepard's "Buried Child." It too is about a wildly dysfunctional family with dark secrets, and was the first off Broadway play to win the Pulitzer Prize in 1979.

Stratford Festival stalwart Diana Leblanc who directed "The Odd Couple" will return to do "Tryst", a psychological thriller by British playwright Karoline Leach. It's the perfect book-end to "Les liaisons dangereuses". It's about a cad in Edwardian England who seduces women because he has convinced himself it is for their own good.

The final play is Joe DiPietro's comedy, "Over the River and Through the Woods", about a closely knit Italian family. It will be directed by Stephen Schipper, head of the Manitoba Theatre Centre.



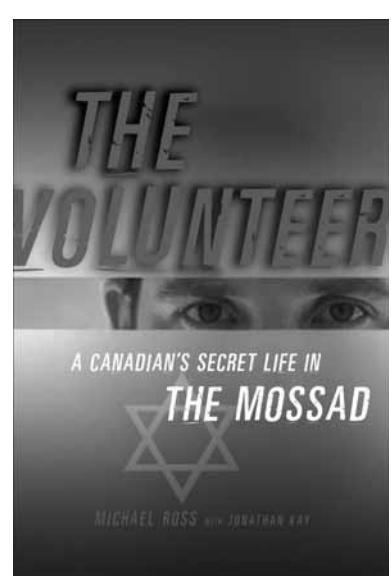
The Segal Centre recently expanded its venue and its repertoire to include dance, music and new media as well as theatre.

To commemorate the 50th anniversary of the Yiddish Theatre started in 1958 by her mother Dora, Wasserman is planning a month long Yiddish Theatre Festival next June. Companies from Rumania, Israel, France, Mexico and Argentina are expected.

The National Yiddish Theatre of New York has accepted and will stage its production of Gilbert and

Sullivan's "Pirates of Penzance" in Yiddish. For the festival Wasserman also hopes to revive "God of Vengeance" - Sholem Asch's controversial 1907 drama about the wages of sin which she directed at the Segal two years ago. ♦

For more information on the 2008-2009 season at the Segal Centre for the Performing Arts, call 514-739-2301, ext. 8327, or www.segalcentre.org



The riveting story of a Canadian who served as a senior officer in Israel's legendary Mossad.

For seven-and-a-half years, Ross worked as an undercover agent — a classic spy. In *The Volunteer*, he describes his role in missions to foil attempts by Syria, Libya, and Iran to acquire advanced weapons technology. He tells of his part in the capture of three senior Qaeda operatives who masterminded the 1998 attacks on American embassies in Kenya and Tanzania; a joint Mossad-FBI operation that uncovered a senior Hezbollah terrorist based in the United States; and a mission to South Africa in which he intercepted Iranian agents seeking to expand their country's military arsenal; and two-and-a-half years as Mossad's Counterterrorism Liaison Officer to the CIA and FBI.

Many of the operations Ross describes have never before been revealed to the public.



www.uv-purestream.com



DoubleParked

GESTION DE STATIONNEMENT
PARKING MANAGEMENT



Lorenzo LoPresti
V.P. Operations
5325 Jean Talon est, suite 202
St. Léonard Qc. H1S 1L4
Tél.: (450) 449-5515
Fax: (514) 721-3851

A full-page photograph of a man and a woman in formal wear. The man, on the left, has dark brown hair and a beard. He is wearing a dark grey suit jacket over a white shirt and a red tie. The woman, on the right, has long, wavy brown hair and is wearing a bright red, off-the-shoulder gown. She has her arm around the man's shoulder and is holding his hand. They are both looking directly at the camera.

le château